



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 017

Le lundi 2 mai 2022

Président : M. Sven Spengemann



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 2 mai 2022

• (1105)

[Français]

Le président (M. Sven Spengemann (Mississauga—Lake-shore, Lib.)): Bonjour, chers collègues.

Aïd Moubarak à tous ceux et à toutes celles qui célèbrent cela aujourd'hui au Canada et partout dans le monde.

Bienvenue à la 17^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Conformément à la motion adoptée le 31 janvier, le Comité se réunit dans le cadre de son étude sur la situation actuelle en Ukraine.

[Traduction]

Comme d'habitude, vous pouvez profiter des services d'interprétation en cliquant sur l'icône du globe, dans le bas de votre écran.

Je rappelle aux membres qui participent en présentiel les lignes directrices du Bureau de régie interne sur le port du masque et les protocoles d'hygiène.

[Français]

Je profite de l'occasion pour rappeler à tous les participants à cette réunion et à tous les observateurs qu'il n'est pas permis de faire des captures d'écran ou de prendre des photos de son écran.

Avant de prendre la parole, s'il vous plaît, attendez que je vous nomme. Lorsque vous avez la parole, veuillez parler lentement et clairement. Lorsque vous ne parlez pas, mettez votre micro en sourdine.

Je rappelle également que toutes les observations des députés et des témoins doivent être adressées à la présidence.

[Traduction]

Chers collègues, avant d'accueillir les témoins, je tiens à vous rappeler que nous devons discuter d'un certain nombre de questions courantes. Je propose que nous le fassions avec les vice-présidents et Mme McPherson, par courriel, en vue de jeudi, et que nous adoptions ces décisions jeudi.

Il faut nous occuper d'un certain nombre de demandes à comparaître. Nous sommes saisis d'une motion proposant de réinviter les témoins que nous n'avons pas entendus à la dernière session. Ce serait possible de le faire le 9 mai. Nous devons également, et c'est important, nous occuper de deux propositions de déplacements pour le Comité, que nous devrions adopter à l'unanimité et bien avant vendredi pour que le Comité s'en prévale de juin à octobre.

Si les collègues le veulent bien, je travaillerai en étroite collaboration avec nos vice-présidents et Mme McPherson, pour que ces décisions soient prêtes à être rapidement prises jeudi.

[Français]

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue au premier groupe de témoins, que nous remercions de comparaître aujourd'hui.

Nous accueillons deux représentantes du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, soit Leslie Scanlon, ambassadrice du Canada auprès de la Pologne et du Bélarus, et Heidi Kutz, haute représentante pour l'Arctique et directrice générale, Affaires arctiques, eurasiennes et européennes.

[Traduction]

Nous accueillons le porte-parole de la Délégation conjointe du Canada à l'OTAN, l'ambassadeur et représentant permanent auprès du Conseil du Nord Atlantique, M. David Angell.

Chers témoins, soyez les bienvenus.

Monsieur l'ambassadeur, je pense que vous lirez votre déclaration préliminaire au nom d'Affaires mondiales Canada. Sur ce, je vous accorde cinq minutes pour le faire.

Nous vous écoutons.

[Français]

M. David Angell (ambassadeur et représentant permanent auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, Délégation conjointe du Canada à l'OTAN): Merci, monsieur le président.

Je veux également souhaiter *Aïd Moubarak* à tous.

Je suis heureux de me présenter devant le Comité aujourd'hui.

Je vais faire de brefs commentaires introductifs, et mes collègues et moi sommes impatients de répondre à vos questions.

Au 68^e jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous continuons d'être témoins d'énormes souffrances humaines, de la destruction de villes et d'infrastructures, de violences sexuelles généralisées en tant qu'arme de terreur, de bombardements indiscriminés de zones civiles, de déplacements forcés et, dans certains cas, comme à Boutcha, de ce qui semble être le massacre délibéré de civils.

C'est la guerre du président Poutine, une guerre qu'il a choisie et planifiée, et qu'il continue de mener contre un pays pacifique et démocratique.

Les actions du président Poutine constituent une attaque contre l'ordre international fondé sur les règles. Elles ont ébranlé la sécurité euro-atlantique et représentent la menace la plus grave pour l'Europe depuis des décennies.

Les conséquences des actions imprudentes du président Poutine vont au-delà de l'Ukraine et des frontières de l'Europe. La Russie remet en cause les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États, ainsi que l'égalité souveraine des États. Or, ces principes constituent le fondement de notre ordre international.

L'invasion a également injecté un nouveau niveau d'incertitude dans le système commercial mondial, au moment où le monde commençait à peine à sortir de la pandémie de la COVID-19. La guerre a entraîné directement une hausse des prix de la nourriture et de l'énergie. En conséquence, la sécurité alimentaire et énergétique a été gravement perturbée dans le monde entier. Les pays en développement, dont beaucoup dépendent de la production agricole de l'Ukraine, sont particulièrement menacés.

Le plan initial de la Russie, qui prévoyait une opération militaire rapide pour opérer un changement de régime, a échoué. La Russie a surestimé les capacités de ses propres forces armées et sous-estimé la détermination et le professionnalisme des forces armées ukrainiennes, ainsi que l'héroïsme du peuple ukrainien. La Russie se concentre désormais sur la région du Donbass, où elle a concentré la plupart de ses forces.

Dans cette deuxième phase de la guerre, les forces armées ukrainiennes ont continué d'obtenir de bons résultats, mais la guerre d'usure risque d'être longue.

• (1110)

[Traduction]

Nos alliés et partenaires de l'OTAN ont répondu de trois manières déterminantes. D'abord, chacun d'eux a appuyé l'Ukraine par une aide militaire considérable. Ils ont fait preuve d'une solidarité remarquable.

Dans un premier temps, ils ont fourni aux Ukrainiens des armes légères et des systèmes lourds de l'ère soviétique qu'ils ont pu rapidement intégrer et déployer sur le champ de bataille. Les pays baltes, la Pologne et la Slovaquie par exemple, ont transféré des quantités importantes de leurs systèmes hérités de l'ère soviétique, mais ces stocks s'épuisent. Les alliés et les partenaires passent maintenant à la fourniture d'armes lourdes d'origine occidentale, au maniement desquelles les Ukrainiens auront besoin de formation. Dans cette opération complexe, le Canada est un participant de premier plan. La semaine dernière, à la conférence de Ramstein, en Allemagne, plus de 40 alliés et partenaires ont manifesté leur volonté collective d'assurer la réussite de notre soutien à l'Ukraine dans l'exercice de son droit de se défendre contre l'agression russe, comme le prévoit la Charte des Nations unies.

Ensuite, l'alliance défensive qu'est l'OTAN a renforcé son flanc oriental pour éviter le débordement du conflit en territoire allié.

Les alliés, parmi lesquels le Canada, ont déployé des effectifs supplémentaires, et l'OTAN a mis en branle ses plans de réponse graduée. Quatre nouveaux groupements tactiques multinationaux de présence avancée ont été créés en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie. En ce moment même, plus de 40 000 militaires sous commandement direct de l'OTAN se trouvent sur le flanc oriental, et les alliés font patrouiller plus de 100 navires et plus de 100 aéronefs dans les mers et les cieux de l'Europe.

En juin, au Sommet de Madrid, les chefs de l'OTAN actualiseront la doctrine-cadre de l'Organisation et adapteront sa posture de force à plus long terme pour répondre au contexte sécuritaire européen, qui est maintenant fondamentalement transformé.

Enfin, chaque allié et partenaire ainsi que l'Union européenne ont répondu par des sanctions d'une vigueur sans précédent, très lourdes, rigoureusement coordonnées, y compris avec le concours du G7. Encore une fois, la solidarité entre ces instances en communauté d'idées a été remarquable.

À l'OTAN et à l'Union européenne se sont joints des partenaires tels que l'Australie, le Japon, la République de Corée et la Suisse. L'un des objectifs des sanctions était de diminuer les capacités militaires de la Russie en coupant l'accès de son secteur de défense aux technologies occidentales.

La guerre a conduit de nombreux pays à réévaluer leur situation sécuritaire, notamment la Finlande et la Suède, qui sont des partenaires de premier plan de l'OTAN. La demande d'adhésion à l'OTAN est une décision souveraine, et nous respectons entièrement le droit de chaque pays de décider de ses propres mesures de sécurité, ce qui, bien sûr, s'applique également à la Finlande et à la Suède. Le Canada a toujours été le champion de la politique de la porte ouverte à l'OTAN et il continuera de l'appuyer malgré les menaces de la Russie. Le premier ministre Trudeau a déclaré que le Canada appuierait la Finlande et la Suède si elles optaient pour l'adhésion à l'OTAN.

Entretemps, le Canada continue d'inciter le reste de la communauté internationale à maintenir les normes mondiales, à condamner l'agression russe et à maintenir la pression sur le président Poutine.

Nous continuerons de collaborer avec nos alliés de l'OTAN, avec l'Union européenne, dans le cadre du G7, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de l'ONU et d'autres tribunes internationales et d'appuyer bilatéralement l'Ukraine dans son combat pour son indépendance, la démocratie et la liberté.

Merci.

Le président: Monsieur l'ambassadeur, merci beaucoup.

Toutes les interventions du premier tour durent six minutes. M. Morantz ouvrira le bal.

Vous avez la parole.

• (1115)

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, je vous remercie de votre déclaration préliminaire.

D'abord, madame l'ambassadrice Scanlon, relativement à la cessation des livraisons de gaz par Gazprom à la Pologne et à la Bulgarie et au fait que la Russie exige d'être payée en roubles, il est clair que la Russie se sert vraiment de ses ressources énergétiques comme arme de guerre et comme instrument de sa politique étrangère.

Pourquoi Gazprom a-t-il ciblé la Pologne et la Bulgarie en particulier? Quelles conséquences pressentez-vous pour les entreprises et les ménages polonais? D'autres pays pourraient-ils être touchés par cette décision?

Son Excellence Leslie Scanlon (ambassadrice du Canada en Pologne et en Biélorussie, ministre des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Mercredi dernier, à 8 heures, la Russie a interrompu ses exportations de gaz vers la Pologne et la Bulgarie, qui avaient refusé de les régler en roubles.

Est-ce que ça cacherait autre chose? La Pologne est l'un des pays de l'Union européenne et l'un des voisins de la Russie à critiquer le plus vertement ce pays, depuis de nombreuses années — pas seulement ces derniers temps.

Les conséquences pour les Polonais? L'inflation augmente déjà, mais, sur la question du gaz et de l'énergie, les réserves de gaz de la Pologne sont officiellement au niveau de 75 %, ce qui les situe 30 à 33 % au-dessus de la moyenne de l'Union européenne pour les réserves nationales de gaz. Le pays est donc bien préparé. Il a également inauguré un gazoduc alimenté depuis la Lituanie. À l'automne, un pipeline alimenté depuis la mer Baltique entrera en service. La Pologne dispose de beaucoup d'autres moyens pour importer de l'énergie. Ce pays avait l'intention de réduire de toute manière ses importations de Russie cette année. Il s'est donc préparé.

Nul doute qu'il y aura des conséquences sur le coût de la vie des Polonais et sur d'autres questions. Les entreprises collaborent avec le gouvernement, et le dialogue, de part et d'autre, est excellent.

M. Marty Morantz: Merci beaucoup.

Revenons aux sanctions. Le Canada en a imposé des centaines — semblables à celles que prévoit la loi de Sergueï Magnitski et des sanctions qui visent précisément l'État — de concert avec nos alliés, l'OTAN et d'autres.

Avez-vous une idée de l'effet de ces sanctions? J'observe que les ventes de pétrole de la Russie sont encore à 1,5 milliard de dollars par jour, essentiellement le niveau d'avant la guerre. La Russie paie en euros, par euro-obligations. Le rouble a regagné sa valeur.

Je sais que les sanctions ont un effet, mais je me demande si vous pouvez en dire un peu plus sur ce que nous savons de ce qui se passe et sur leur effet réel.

Mme Leslie Scanlon: Si vous parlez des effets en Russie, ma collègue Heidi Kutz pourrait être mieux placée pour en parler.

• (1120)

Mme Heidi Kutz (haute représentante pour l'Arctique et directrice générale, Affaires arctiques, eurasiennes et européennes, ministre des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci. Bonjour, monsieur le président.

Bien sûr, les efforts du Canada, dans sa collaboration avec des partenaires en communauté d'idées avec lui, sont sans précédent par leur ampleur et leur envergure ainsi que par la communauté d'objectifs et la coordination entre les partenaires internationaux.

Ces sanctions visent le cœur du système financier russe, les institutions russes, les grandes banques russes, l'accès de la Russie au système interbancaire SWIFT ainsi que les oligarques qui ont appuyé le régime Poutine ou qui ont profité des conséquences de l'invasion russe sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Comme, nous le savons, beaucoup de compagnies ont liquidé leurs avoirs ou cessé leurs opérations en Russie, nous croyons que les sanctions y ont des conséquences.

Nous escomptons des conséquences à long terme assez importantes. D'après certaines estimations, l'économie russe se contracte d'environ 8 à 10 % d'ici la fin de 2022. Nous constatons égale-

ment une augmentation de l'inflation, que certains estiment à 20 %, et une réduction de la valeur réelle des salaires.

M. Marty Morantz: Mon temps est très limité. Je vous remercie.

Mme Heidi Kutz: Je suis désolée.

M. Marty Morantz: Si vous lisez vos points de discussion, vous pourriez les déposer auprès du Comité et nous les examinerons.

Au début du conflit — et cela s'adresse davantage à l'ambassadeur Angell —, l'Ukraine a demandé à l'OTAN d'imposer une zone d'exclusion aérienne. Je tiens à préciser que je suis d'accord avec la décision de ne pas le faire. Ce qui m'intrigue davantage, c'est la raison pour laquelle l'OTAN a rendu cette position publique.

D'un point de vue stratégique, n'aurait-il pas été préférable de laisser un personnage comme M. Poutine dans l'ignorance — à se demander si nous allions ou non prendre une telle mesure?

M. David Angell: Les services de renseignement ont très vite compris que le président Poutine avait l'intention de lancer une invasion. Les risques liés à l'ambiguïté des signaux... si vous êtes convaincu que l'invasion sera lancée et que vous envoyez des signaux ambigus, ne pas prendre les mesures que vous n'avez pas annoncées risque d'être perçu comme un signe de faiblesse.

L'OTAN a déployé des efforts soutenus pour éviter tout contact entre ses troupes et celles de la Russie. Le problème de la zone d'exclusion aérienne était, tout d'abord, que nous ne pouvions pas nous attendre à ce que le Conseil de sécurité des Nations unies l'autorise. La Russie a un droit de veto. Sans l'autorisation de l'ONU, cela devient plus difficile. Une zone d'exclusion aérienne doit, bien sûr, être renforcée. Nous aurions presque certainement vu les troupes de l'OTAN et celles de la Russie interagir.

M. Marty Morantz: Le ministre Lavrov a accusé l'OTAN de mener une guerre par procuration et a déclaré que le risque de conflit nucléaire ne devait pas être sous-estimé. Des propos de cette nature, venant de M. Lavrov, sont extrêmement préoccupants.

Comment l'OTAN évalue-t-elle le risque d'une escalade de la guerre au-delà de l'Ukraine? Quelle serait la réponse de l'OTAN si la Russie utilisait des armes nucléaires?

Le président: Monsieur l'ambassadeur, pour des raisons de temps, veuillez donner une réponse très brève. Nous devons peut-être revenir à une explication plus détaillée.

M. David Angell: On a condamné la rhétorique nucléaire que le président Poutine et le ministre des Affaires étrangères Lavrov ont beaucoup employée. C'est imprudent et dangereux. On a parlé d'un changement du statut nucléaire de la Russie, mais en fait, nous n'avons rien vu pour le confirmer.

Nous sommes très préoccupés par le risque toujours présent d'une escalade. Nous sommes également très préoccupés, par exemple, par la perspective que des partenaires vulnérables, tels que la Moldavie et la Géorgie, soient impliqués dans le conflit...

Le président: Nous allons devoir en rester là, notre temps étant limité. Je m'excuse, monsieur l'ambassadeur.

Madame Fry, c'est à vous, pour six minutes.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Merci beaucoup.

Je tiens à vous remercier tous d'être venus. C'est un problème qui prend de l'ampleur, et personne ne sait ce qui peut arriver demain.

J'aimerais poser deux questions. L'une concerne l'aide humanitaire...

L'autre concerne la décision du Canada, dans le budget 2022, d'accorder une aide militaire d'environ 500 millions de dollars à l'Ukraine. Pensez-vous que c'est suffisant?

Qu'est-ce que l'Ukraine attend du Canada et des alliés sur le plan de l'aide militaire létale et non létale? Je sais que tout le monde, y compris les gens ici au Canada, pense que les choses n'avancent pas assez vite, bien que nous devons travailler avec nos alliés.

Pensez-vous que nous faisons ce que nous devons faire? L'Ukraine est-elle satisfaite de notre aide?

Que pouvons-nous faire pour aider à faire avancer ce dossier sans provoquer la Russie dans une guerre contre l'OTAN et sans que cela s'aggrave davantage?

• (1125)

M. David Angell: Je pourrais peut-être tenter une première réponse.

Les alliés et les partenaires se sont réunis à Ramstein la semaine dernière pour renforcer notre soutien à l'Ukraine et notre capacité de collaborer pour répondre à ses besoins.

Il est vrai, monsieur le président, que le budget prévoit 500 millions de dollars supplémentaires pour le soutien militaire à l'Ukraine, en réponse aux souhaits de ce pays. Cette somme s'ajoute à l'aide considérable que le Canada a fournie jusqu'à présent, soit plus de 131 millions de dollars en aide létale et non létale, y compris, tout récemment, un approvisionnement en obusiers. En outre, nous fournissons une cyberassistance, le partage de renseignements et l'accès à l'imagerie par satellite.

Le Canada fait partie d'un petit nombre de pays qui soutiennent l'Ukraine depuis bien avant le 24 février. Dans le cadre de l'opération Unifier, nous avons formé près de 35 000 soldats.

L'hon. Hedy Fry: Excusez-moi, monsieur Angell. Je pense que tout le monde pense peut-être que ce n'est pas suffisant; l'effort n'est pas au rendez-vous. Que pouvons-nous faire? Qu'est-ce qui est suffisant? Qu'est-ce qui va produire un effet? Qu'est-ce qui fera reculer la Russie, le cas échéant? Outre une guerre totale qui... La Russie menace la Suède et la Finlande avec des missiles nucléaires, etc. Y a-t-il quelque chose que nous puissions faire pour aider l'Ukraine? La situation ne cesse d'empirer. Ils se battent vaillamment, mais ils ne gagnent pas vraiment; ils ne font que tenir le terrain, pour ainsi dire. Que pouvons-nous faire?

Je ne sais pas qui peut répondre à ma deuxième question. Je vais laisser la parole à tous ceux qui pensent pouvoir le faire. Nous savons que les agressions sexuelles et les viols sont désormais une tactique de guerre. Ce n'est plus une conséquence involontaire, comme un dommage collatéral. Que se passe-t-il? Les personnes qui travaillent avec les réfugiés sont-elles en sécurité? Sont-elles également menacées? Que se passe-t-il avec la traite et le viol des femmes et des enfants? Ce sont surtout les femmes et les enfants qui sont réfugiés. Que faisons-nous pour les aider? Y a-t-il quelque chose que nous pouvons faire?

Voilà les deux questions. On dirait que tout le monde pense que rien de ce que l'on fait ne fonctionne. Je suppose que les gens sont généralement frustrés.

M. David Angell: Monsieur le président, je pourrais peut-être répondre à la première question et m'en remettre à Heidi Kutz pour la seconde.

La réunion de Ramstein partait du principe que les différents alliés et partenaires doivent fournir une assistance militaire toujours plus sophistiquée à l'Ukraine. Il s'agit de passer de l'armement de l'ère soviétique à des systèmes beaucoup plus modernes. Une partie de la prémisse était la reconnaissance de la nécessité de fournir une formation. Les types d'armes que les alliés et les partenaires individuels fournissent à l'Ukraine deviennent beaucoup plus robustes, et nous constatons que l'armement a une incidence significative sur le terrain. Nous travaillons en étroite collaboration pour répondre aux demandes précises de l'Ukraine.

L'hon. Hedy Fry: Merci.

Madame Kutz, je suis vraiment préoccupée par les conséquences pour les femmes et les enfants — les viols, et ainsi de suite. Que pouvons-nous faire pour arrêter cela? Est-ce que même les personnes qui vont y travailler sont également menacées de violence sexuelle?

Mme Heidi Kutz: Je vous remercie de cette question. J'aimerais simplement ajouter, en réponse à la première question, que le Canada est réceptif aux demandes de l'Ukraine. Bien sûr, l'ambassadeur Angell a souligné notre soutien militaire et, bien sûr, nous avons travaillé pour soutenir la résilience économique de l'Ukraine, en fournissant des fonds par l'entremise du Fonds monétaire international et en offrant jusqu'à 620 millions de dollars en prêts. Nous gardons bien sûr le contact à ce sujet.

Nous acheminons d'importants fonds d'aide humanitaire en Ukraine et dans la région, ce qui répond un peu à votre question générale — 245 millions de dollars pour soutenir l'effort humanitaire. Nous continuons de travailler avec les organisations et les partenaires locaux que nous avons toujours eus sur le terrain pour leur permettre d'orienter leurs programmes, notamment pour l'important soutien aux femmes et aux enfants qui, comme vous l'avez souligné, sont touchés de manière disproportionnée par le conflit.

En outre, du point de vue de la responsabilité, nous engageons bien sûr des poursuites devant la Cour pénale internationale et nous soutenons la collecte efficace de preuves afin de pouvoir suivre les crimes commis.

L'hon. Hedy Fry: Merci, madame Kutz. J'ai une petite question. Quelles sont les perspectives actuelles des pourparlers de paix? Je sais que c'est presque du pelletage de nuages, mais est-ce qu'il y a vraiment de réelles possibilités de pourparlers de paix?

• (1130)

Le président: Veuillez répondre très brièvement, je vous prie.

L'hon. Hedy Fry: Peut-être que M. Angell pourrait répondre.

M. David Angell: Monsieur le président, nous aimerions que les pourparlers de paix aboutissent, mais nous ne voyons aucun engagement sérieux de la part de la Russie à cet égard.

L'hon. Hedy Fry: Merci beaucoup.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, madame Fry.

Je remercie également les témoins.

Bonjour, monsieur Bergeron. Vous avez la parole pour six minutes.

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis désolé pour ces difficultés techniques. C'est ce qui explique que j'aie tardé à me joindre à la réunion. Je présente mes excuses aux témoins, que je remercie d'ailleurs d'être là et de nous éclairer de leurs commentaires.

C'est un secret de Polichinelle que, lorsque le Canada a décidé de retirer du personnel de l'ambassade avant même le début des conflits, nous avons exprimé un certain nombre de réserves. Lorsque le Canada a décidé de déplacer l'ambassade de Kiev à Lviv, nous avons exprimé quelques réserves. Nous avons aussi exprimé des réserves lorsque le Canada a décidé de fermer l'ambassade à Lviv.

Un certain nombre de pays ont maintenu leur présence en Ukraine ou ont rouvert leur ambassade depuis. Je pense à l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, l'Union européenne, la France, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie, l'Espagne et la Turquie. Nous savons que le personnel de l'ambassade de la Grande-Bretagne est également présent à Lviv. Les États-Unis espèrent rouvrir la leur d'ici la fin du mois de mai. La ministre des Affaires étrangères du Canada a évoqué la possibilité d'ouvrir de nouveau l'ambassade canadienne lorsque les conditions sécuritaires seraient assurées.

Comment peut-on prétendre que les conditions sécuritaires seront assurées? N'est-ce pas une façon de surseoir indéfiniment à la réouverture de l'ambassade en Ukraine?

[Traduction]

Mme Heidi Kutz: Merci, monsieur le président. Je pourrais répondre à cette question.

Bien sûr, comme le ministre l'a indiqué, le Canada cherche à retourner à Kiev le plus tôt possible. Bien entendu, cela dépend des conditions de sécurité et des mesures d'atténuation appropriées. Une évaluation est en cours, en vue de rétablir progressivement la présence diplomatique du Canada à Kiev, dès que possible. Cette évaluation comprend une évaluation de la sécurité de notre personnel.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: J'ai bien compris cela, je l'ai même évoqué dans ma question.

Ma question est plutôt la suivante. En situation de guerre, comment peut-on prétendre que la situation deviendra suffisamment sécuritaire pour qu'on puisse faire comme la plupart de nos alliés et manifester un soutien concret à l'Ukraine en ayant sur place une ambassade? Ne devrait-on pas, à tout le moins, rouvrir les installations à Lviv comme mesure préliminaire devant mener à la réouverture complète de l'ambassade à Kiev?

[Traduction]

Mme Heidi Kutz: Bien sûr, nous examinons tous les facteurs possibles. En fin de compte, une évaluation de la sécurité permet de déterminer les menaces de sécurité qui existent et les mesures d'atténuation que nous avons en place pour protéger convenablement notre personnel et nos employés. Comme je l'ai dit, ces évaluations sont en cours. Nous espérons avoir des nouvelles dans un proche avenir.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: J'aimerais qu'on m'explique en quoi les considérations sécuritaires du Canada sont différentes de celles de l'Autriche, de la Belgique, de la République tchèque, de l'Union européenne, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de la Slovaquie, de l'Espagne, de la Turquie, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Quelles exigences supplémentaires avons-nous pour ne pas manifester concrètement notre soutien à notre allié ukrainien en faisant comme nos autres alliés et en rouvrant nos installations en Ukraine?

[Traduction]

Mme Heidi Kutz: La nature du sujet ne me permet pas d'entrer dans les détails des questions de sécurité, mais je peux certainement assurer le Comité que le gouvernement examine les facteurs sur le terrain, compte tenu de nos considérations en matière de sécurité, et qu'il reste en contact avec des partenaires ayant la même optique, en vue d'un retour à Kiev dès que possible.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: On sait que la situation est déjà extrêmement difficile. Les conditions mises en place par le gouvernement canadien pour l'accueil de réfugiés ukrainiens sont extrêmement difficiles. On rend cela plus compliqué encore en obligeant les Ukrainiens à sortir de leur pays pour ensuite faire des démarches auprès des autorités canadiennes.

La présence sur place de missions et d'employés canadiens ne faciliterait-elle pas la vie des gens en Ukraine qui souhaitent pouvoir quitter le pays et s'éloigner des zones de combat?

• (1135)

[Traduction]

Mme Heidi Kutz: Je vais également répondre à cette question.

Je pense que le ministère responsable, IRCC, a pris de nombreuses mesures afin de faciliter les demandes des personnes qui souhaitent venir au Canada, entre autres les demandes en ligne...

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je comprends très bien cela, mais je vais réitérer ma question.

Avoir des gens sur place, en Ukraine, ne faciliterait-il pas la vie des Ukrainiens qui souhaitent quitter le pays? En ce moment, on complique considérablement leur vie, notamment en leur demandant de sortir du pays pour pouvoir faire une demande pour venir au Canada.

[Traduction]

Mme Heidi Kutz: À titre de précision, je soulignais les méthodes juste pour dire que je comprends que le ministère travaille à faciliter les demandes en ligne également, étant donné les défis que vous avez soulignés en ce qui concerne la mobilité.

Lorsque nous serons en mesure d'établir des opérations en Ukraine, cela deviendra certainement plus accessible pour ceux qui sont sur place.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Lors de son passage au Québec, le 29 avril dernier, pour l'annonce de l'implantation de l'usine de Moderna à Montréal, le premier ministre a laissé entendre que le Canada cherchait à maintenir la communication ouverte avec l'État russe et la société civile russe. Qu'entendait-il par là?

Le président: Veuillez donner une très brève réponse.

[Traduction]

Mme Heidi Kutz: Je suis désolée, mais je ne suis pas au courant de cela. Le premier ministre a souligné dans le passé l'utilisation de la diplomatie comme méthode pour garder ouvertes les voies de communication avec la Russie. C'était peut-être dans ce contexte.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bergeron.

Madame McPherson, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Merci, monsieur le président.

J'aimerais également remercier les témoins qui se sont joints à nous aujourd'hui. Cette séance a été très instructive jusqu'à présent.

Ma première question s'adresse à l'ambassadrice Scanlon.

C'est un plaisir de vous voir, madame l'ambassadrice. Je n'ai pas eu l'occasion de vous voir depuis ma visite en Pologne.

Lorsque j'étais en Pologne, je n'ai pas rencontré mes homologues du gouvernement polonais, les députés, qui ont parlé en mars dernier des défis auxquels la Pologne est confrontée en ce qui concerne les réfugiés qui entrent dans le pays.

Comment la Pologne gère-t-elle cette situation? Qu'est-ce que le Canada pourrait faire de plus pour soutenir la Pologne en ce moment?

Mme Leslie Scanlon: Bien que je ne puisse pas vous voir, je suis ravie d'entendre à nouveau votre voix.

Le Canada est incroyablement engagé, mais la majeure partie de son soutien va aux organismes multilatéraux comme le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations, ou OIM, etc. Tous les acteurs multilatéraux sont ici en force, et le Canada est donc très présent. Lorsque je rencontre le HCR ou l'une des autres organisations humanitaires internationales, nous obtenons toujours de très bons commentaires sur ce qu'ils font, et le Canada est très présent.

Je voulais également dire que des Canadiens sont ici, comme Khalsa Aid, l'organisation sikhe basée à Toronto ou Brampton, je crois. C'est la seule organisation canadienne présente dans l'un des grands centres d'accueil qui fournit un repas chaud à 7 000 réfugiés chaque jour.

Les Canadian Medical Assistance Teams sont ici pour apporter un soutien médical à la frontière entre l'Ukraine et la Pologne. Des particuliers viennent. Des organisations et des particuliers canadiens sont très présents, mais à un niveau plus élevé, tout se fait par l'intermédiaire des Nations Unies et des organisations multilatérales. Nous ne soutenons pas directement la Pologne, si ce n'est de la présence des FAC.

Nous avons des membres des FAC qui travaillent avec la force de défense territoriale et qui s'occupent des réfugiés dans les centres d'accueil en leur fournissant des soins médicaux et des services de traduction. Nous avons beaucoup de capacités ukrainiennes dans les Forces canadiennes, donc c'est un soutien très concret pour la Pologne.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Ma prochaine question s'adresse à l'ambassadeur Angell. En ce qui concerne les sanctions, une chose m'intéresse entre autres. Il semble qu'il a fallu beaucoup de temps pour mettre les sanctions en place. Au lieu d'avoir toutes les sanctions en place avant que la guerre commence le 24 février — ou qu'elle se poursuive, je suppose —, on les a mises en place petit à petit.

Je me demande si c'est la meilleure stratégie. Pourquoi a-t-on opté pour cette stratégie?

Par ailleurs, pourriez-vous nous dire combien d'actifs ont été saisis à ce jour? Quelle est leur valeur en dollars? Pouvez-vous nous faire part de cette information?

• (1140)

M. David Angell: Il est certain que les sanctions ont été progressivement durcies grâce à un processus de coordination très étroite entre les alliés et les partenaires. La raison en est, en partie, que ce sont des décisions difficiles à prendre pour les pays. Nous constatons qu'il y a toujours un débat au sein de l'Union européenne sur la question de savoir si elle peut mettre en place des sanctions sur le pétrole et le gaz, par exemple.

Ce qui a été mis en place en février était déjà pratiquement sans précédent. Là où nous en sommes aujourd'hui, nous ne pouvions même pas l'imaginer à l'époque.

C'est un processus très politique qui consiste à se mettre d'accord sur des décisions difficiles, pays par pays. Comme une des questions précédentes a permis de le souligner, ces décisions ont des répercussions réelles sur les populations en ce qui concerne la capacité des pays de gérer l'inflation.

Nous pensons que ce processus de durcissement des sanctions n'est pas encore terminé. Nous le surveillons de très près et travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires de l'Union européenne pour les inciter à poursuivre le durcissement des sanctions afin d'inclure le pétrole et le gaz, car c'est ce qui aura un véritable effet en Russie.

Entretemps, nous constatons que la Russie tente très activement d'atténuer les conséquences des sanctions, mais le soutien massif de l'économie ne peut probablement pas durer indéfiniment. Je pense que nous verrons très bientôt les conséquences des sanctions s'accroître.

Mme Heather McPherson: La deuxième partie de cette question portait sur les biens saisis. Combien d'actifs le Canada a-t-il saisis à ce jour?

M. David Angell: Je vais devoir réserver la question, monsieur le président. Je n'ai pas ce détail.

Mme Heather McPherson: Si vous pouviez transmettre ce détail au Comité quand vous l'aurez, ce serait formidable.

Vous avez dit que la mise en place des sanctions se fait progressivement parce que c'est compliqué, et ainsi de suite. Ce qui me préoccupe, c'est que parce qu'elles ont été mises en œuvre si lentement, des oligarques russes ont pu déplacer leur fortune, la mettre à l'abri et éviter les conséquences des sanctions sur leur fortune — parce qu'elles ont été mises en œuvre si lentement. Si nous avions mis en place plus tôt non pas certaines des sanctions relatives au pétrole et au gaz, mais certaines de ces sanctions individuelles, ils n'auraient pas eu la possibilité de le faire, et les sanctions auraient été plus efficaces, je pense.

L'autre question que j'ai — c'est peut-être une bonne question pour Mme Kutz — concerne la rhétorique nucléaire que nous constatons. Bien sûr, l'une des préoccupations que nous voyons à la suite de ce conflit est l'intensification de la rhétorique nucléaire. Cela signifie que d'autres pays possédant des armes nucléaires, d'autres États voyous, peuvent y voir une occasion. Si vous avez l'arme nucléaire, vous pouvez faire du chantage au monde entier, en gros, alors il est évident que le désarmement est notre principale priorité maintenant.

Le gouvernement canadien a-t-il décidé d'envoyer ou non une délégation d'observation à la réunion des parties au TIAN — le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires —, à Vienne, en juin?

Mme Heidi Kutz: Je sais que nous manquons de temps, et je ne crois pas pouvoir vous faire un rapport sur cette question, alors nous serons heureux de vous transmettre l'information ultérieurement.

Mme Heather McPherson: Merci.

Le président: Mesdames et messieurs, il nous reste un peu moins de 20 minutes pour ce groupe de témoins. Nous avons un deuxième groupe de témoins dont nous n'avons pas besoin de vérifier le son parce qu'ils sont ici en personne. Si vous êtes d'accord, je proposerais pour notre deuxième tour des attributions de trois minutes et d'une minute et demie. Cela devrait nous mener jusqu'à midi.

Sur ce, pour commencer, je donne la parole à M. Chong, qui dispose de trois minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Merci, monsieur le président.

La Commission européenne a demandé au Canada d'augmenter ses livraisons de gaz naturel liquéfié à l'Europe. Le premier ministre et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont publié une déclaration commune sur l'établissement d'un groupe de travail sur la question il y a environ six semaines.

La question était si urgente que le groupe de travail a immédiatement entrepris ses travaux cette semaine-là. Pouvez-vous faire le point sur ce qui s'est passé au sein du groupe de travail?

Mme Heidi Kutz: Je crains de ne pas pouvoir vous donner une mise à jour détaillée à ce sujet, mais nous serons ravis d'essayer d'obtenir cela pour vous.

L'hon. Michael Chong: D'accord.

À la même période, il y a six semaines, à l'occasion de la réunion de l'Agence internationale de l'énergie à Paris, le ministre Wilkinson a annoncé que le Canada produirait 300 000 barils de pétrole et de gaz supplémentaires par jour d'ici la fin de l'année pour aider l'Europe à remplacer le pétrole et le gaz russes.

Nous savons qu'au sommet de l'OTAN, l'énergie a été décrite comme une question de sécurité et de défense vitale pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Le Canada propose-t-il d'accroître sa production de gaz naturel pour l'Europe ou fait-il d'autres propositions en vue du prochain sommet de l'OTAN qui aura lieu en Espagne à la fin juin?

• (1145)

M. David Angell: Monsieur le président, je ne suis pas au fait des décisions nationales en matière de production, mais je sais, d'après les discussions ici, que le principal défi est l'acheminement du gaz naturel liquéfié vers l'Europe.

L'hon. Michael Chong: Nous savons que le chancelier allemand et le premier ministre ont abordé la question lors de leur rencontre bilatérale juste après le sommet de l'OTAN, lorsque le premier ministre était en Europe.

Le gouvernement canadien fait-il quelque chose pour aider les démocraties européennes en fournissant plus de gaz naturel? Cent mille barils de gaz par jour, c'est une fraction infime de ce que le Canada pourrait produire, et aussi une fraction infime des besoins de l'Europe pour remplacer le gaz russe. Y a-t-il des initiatives en cours?

Affaires mondiales Canada assurerait évidemment la coordination. Y a-t-il des initiatives pour venir en aide aux démocraties européennes et répondre à leurs besoins en gaz naturel en remplacement du gaz russe, ou fournit-on seulement l'équivalent de 100 000 barils de gaz naturel par jour? Est-ce vraiment tout ce que nous faisons? Essentiellement, selon mes calculs, cela représente environ six millions de mètres cubes par année, une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux quelque 60 milliards de mètres cubes de gaz russe importés chaque année par l'Europe.

Le président: Veuillez répondre très brièvement.

Mme Heidi Kutz: Je vous remercie. On a mentionné l'annonce du ministre Wilkinson et l'engagement du Canada à collaborer avec ses partenaires pour aider de toutes les façons possibles, notamment en augmentant la production et en travaillant avec des partenaires dans le domaine des énergies renouvelables.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Chong.

Monsieur Sarai, la parole est à vous. Vous avez trois minutes.

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à l'ambassadrice Scanlon. Récemment, en entrevue, vous avez indiqué qu'un projet de traitement mobile des données biométriques a été mis en place dans les deux semaines suivant l'annulation du traitement en personne par le gouvernement. Vous avez mentionné que cela pourrait servir de projet pilote.

Comment ce projet a-t-il permis de servir les réfugiés ukrainiens? Comment ce projet de traitement mobile pourrait-il contribuer à servir d'autres populations vulnérables ou être utilisé comme guide pour les crises futures?

Mme Leslie Scanlon: Les gens d'IRCC seraient peut-être mieux placés pour vous donner des détails à ce sujet. Cela dit, je pense que durant cette entrevue, je faisais référence à la réaction rapide de l'ambassade, ici à Varsovie. Nous n'avions aucun programme de visa depuis 2008 pour les Polonais voulant venir au Canada. Je pense que nous avons réagi très rapidement. La réponse d'IRCC a été incroyablement rapide et nous avons eu du soutien.

À l'heure actuelle, par exemple, 29 employés d'IRCC sont ici en affectation temporaire. Ils proviennent de partout au Canada et d'autres missions dans la région. Leur rôle consiste à aider les Ukrainiens qui demandent un visa d'entrée au Canada. Une personne qui se trouve dans l'un des six pays de la région peut obtenir un visa très rapidement. C'est un peu plus long pour les personnes qui sont à l'extérieur de ces six pays, mais les demandes sont traitées le plus rapidement possible.

Je ne saurais quoi répondre quant à l'utilisation dans d'autres contextes. Je suis désolée. Je peux toutefois prendre note de votre question et communiquer avec les gens d'IRCC pour obtenir plus de renseignements à ce sujet.

M. Randeep Sarai: Merci. Je vous en serais reconnaissant.

En outre, avez-vous des commentaires à formuler au Comité sur le rôle de la désinformation, notamment dans l'attaque de la Russie contre l'Ukraine?

Mme Leslie Scanlon: Mme Kutz serait peut-être mieux placée pour répondre à cette question. En Pologne, les efforts de désinformation de la Russie suscitent beaucoup de discussions, mais Mme Kutz pourra peut-être vous donner une réponse plus exhaustive que moi.

Mme Heidi Kutz: Merci.

La désinformation et le recours continu à la désinformation sont évidemment une importante préoccupation pour le Canada. Nous avons condamné le recours à la désinformation par le président Poutine, non seulement en guise de prétexte pour l'invasion initiale, mais aussi pour le maintien d'un tel discours durant le conflit.

Le Canada a entrepris un certain nombre d'initiatives pour appuyer la lutte contre la désinformation, notamment par l'intermédiaire du Mécanisme de réponse rapide du G7 dirigé par le Canada. Le premier ministre a d'ailleurs annoncé un soutien de 13,4 millions de dollars pour ce mécanisme. Nous collaborons avec des intervenants dans le cadre d'une initiative de stabilisation en Ukraine dotée d'un financement de 15 millions de dollars de multiples donateurs. Nous nous efforçons aussi de déceler les attaques de désinformation, y compris la désinformation en Ukraine, pour les contrer.

De plus, nous utilisons notre financement consacré aux opérations de paix et de sécurité en Ukraine pour aider l'Ukraine à lutter contre la désinformation sur le terrain.

• (1150)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Sarai. Trois minutes pile.

M. Randeep Sarai: Merci.

[Français]

Le président: Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour une minute et demie.

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le président, j'aimerais poser ma question à l'ambassadeur Angell.

J'aimerais faire un suivi sur la question qui a été posée précédemment par notre collègue conservateur M. Morantz quant au fait qu'on a pour ainsi dire donné carte blanche à Vladimir Poutine pour qu'il fasse à peu près ce qu'il veut en Ukraine.

Quelle serait la réaction de l'OTAN advenant l'utilisation par la Russie d'une arme nucléaire tactique?

M. David Angell: Je remercie le député de sa question.

[Traduction]

Nous avons très clairement indiqué que nous défendrons chaque pouce du territoire de l'OTAN. Nous avons mis en place des plans de défense extrêmement robustes qui ont été mis en œuvre de manière harmonisée. Il va sans dire que nous répondrions à toute utilisation d'armes nucléaires ou chimiques contre le territoire de l'OTAN.

Bien entendu, l'utilisation d'armes nucléaires ou chimiques sur le territoire ukrainien reviendrait aussi à franchir une ligne rouge mondiale, étant donné les répercussions sur d'autres pays. Toutefois, de telles décisions ne sont pas prises d'avance. L'Alliance prendrait immédiatement les décisions nécessaires, au besoin.

[Français]

Le président: Merci beaucoup.

Merci, monsieur Bergeron.

M. Stéphane Bergeron: Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Madame McPherson, vous avez une minute et demie.

Mme Heather McPherson: Merci, monsieur le président.

Ma question porte principalement sur la sécurité alimentaire, mais aussi sur la façon dont le Canada peut appuyer l'Ukraine dans la perspective... C'est le printemps; c'est la saison des semences. Nous savons que l'Ukraine cultive des aliments; c'est d'ailleurs l'un de ses principaux rôles dans l'économie mondiale. Selon certains témoignages, les mines terrestres mises dans certains champs représentent un problème considérable.

Le Canada aidera-t-il l'Ukraine pour le déminage des champs afin de permettre les semences?

Mme Heidi Kutz: Brièvement, je peux simplement confirmer que le Canada a déjà réservé des fonds pour le déminage dans le cadre du programme pour les opérations de paix. En outre, nous travaillons avec nos partenaires du secteur du développement sur le terrain, des programmes avec lesquels nous avons déjà travaillé, pour déterminer si certaines mesures d'aide peuvent être réorientées vers l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Mme Heather McPherson: Cela se fera-t-il assez rapidement? Il faut évidemment agir de toute urgence. La saison des semences, c'est maintenant. Y a-t-il des efforts actuellement?

Mme Heidi Kutz: Il va sans dire que nous maintenons, comme toujours, des liens constants avec les responsables de programmes sur le terrain en ce qui concerne les efforts actuels d'accroissement de la sécurité alimentaire.

Mme Heather McPherson: Merci.

Le président: Monsieur Morantz, vous avez trois minutes.

M. Marty Morantz: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à Mme Kutz et porte sur le Conseil de l'Arctique.

Le Conseil de l'Arctique a essentiellement condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie et a annoncé que ses membres suspendent temporairement leur participation à toutes les réunions du Conseil en attendant l'examen des « modalités nécessaires qui pourront nous permettre de poursuivre les travaux importants du Conseil ».

Premièrement, je me demande si certaines de ces modalités ont été utilisées. Y a-t-il des travaux en cours?

Mme Heidi Kutz: Je peux certainement confirmer que la suspension des travaux du Conseil de l'Arctique a fait l'objet de discussions régulières et continues non seulement entre les États concernés, mais aussi avec les intervenants canadiens et les participants permanents représentés au Conseil, afin de définir efficacement les modalités qui permettront au Conseil de reprendre ses travaux malgré l'impossibilité de coopérer avec la Russie dans les circonstances actuelles.

M. Marty Morantz: Depuis le lancement de son invasion de l'Ukraine, la posture militaire de la Russie dans l'Arctique a-t-elle changé de quelque façon que ce soit? Avons-nous de quelconques indications à cet égard? La Russie a-t-elle adopté une posture plus agressive, ou est-ce que nous l'ignorons?

Mme Heidi Kutz: Je dirais qu'il serait probablement préférable de poser la question aux gens du ministère de la Défense nationale.

• (1155)

M. Marty Morantz: Très bien.

Concernant le statut de membre de la Russie, il va sans dire que les autres pays ont clairement indiqué que la Russie ne devrait plus faire partie du Conseil. Quelles mesures pourrait-on prendre pour exclure la Russie ou limiter sa participation au Conseil de l'Arctique, en tenant compte aussi du fait qu'elle en assure actuellement la présidence?

Mme Heidi Kutz: Comme vous le soulignez à juste titre, un des facteurs contributifs, en ce moment, c'est que la Russie occupe la présidence du Conseil de l'Arctique depuis 2021, et qu'elle doit l'occuper jusqu'en 2023. Le statut de membre au sein du Conseil de l'Arctique est fondé sur le critère géographique et, par conséquent, tous les États arctiques en sont membres.

Encore une fois, la déclaration commune du Canada, du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis visait précisément à protester contre les actions de la Russie qui sont contraires aux principes du Conseil, d'où la nécessité de suspendre les activités. Je tiens à souligner que les membres sont évidemment conscients de l'importance du Conseil et de ses travaux. Je parle ici de la collaboration avec les communautés nordiques, au bénéfice de ces collectivités. Voilà pourquoi nous cherchons très activement des façons de poursuivre certains éléments du travail du Conseil.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Morantz.

Pour la dernière intervention de ce matin avec ce groupe de témoins, la parole est à M. Ehsassi, pour trois minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.): Merci, monsieur le président. Permettez-moi de remercier tous les témoins de cette séance d'information d'aujourd'hui. Elle est extrêmement instructive.

Je vais commencer par l'ambassadeur Angell. Je me demande si vous pourriez nous fournir plus d'informations sur la Force de réaction de l'OTAN. C'est la première fois que cette force est activée, bien entendu. Plus de 3 000 militaires canadiens y ont contribué. Pourriez-vous nous décrire l'évolution des choses, de votre point de vue?

M. David Angell: L'OTAN a pris une série de mesures pour renforcer notre flanc oriental, notamment le déploiement initial de la Force de réaction de l'OTAN à laquelle nous avons fourni 3 400 hommes, comme cela a été dit avec justesse. Nous avons également déployé des troupes immédiatement pour renforcer le grou-

pement tactique de présence avancée renforcée que nous dirigeons en Lettonie. Nous avons augmenté notre soutien à la police aérienne ainsi qu'à la présence navale.

Les cinq plans de réponse graduée ont été mis en œuvre pour la première fois de manière extrêmement efficace, et le transfert de troupes sous le commandement du SACEUR s'est déroulé de façon extrêmement efficace. Un travail colossal a été accompli pour renforcer la présence collective de l'OTAN sur le flanc oriental.

M. Ali Ehsassi: Merci.

Je vais maintenant m'adresser à l'ambassadrice Scanlon.

Ambassadrice, vous avez indiqué qu'il y avait six pays — je suppose que ce sont des pays voisins — à partir desquels les Ukrainiens peuvent présenter une demande accélérée pour venir au Canada.

Pour ceux qui pourraient écouter la séance d'aujourd'hui, pourriez-vous nous dire quels sont ces six pays?

Mme Leslie Scanlon: Je consulte rapidement mes notes pour trouver la liste. Je devrai peut-être vous transmettre la réponse par écrit. Il y a notamment l'Autriche. Il s'agit d'endroits où nous avons des centres de traitement. Je crois que la Roumanie, la Pologne... Si cela ne vous dérange pas, je vous enverrai la liste, pour ne pas nommer un pays... Je devrai chercher dans des documents pour trouver la liste, mais je peux vous l'envoyer très rapidement.

M. Ali Ehsassi: Je suis certain que vous conviendrez qu'il est urgent d'aider le plus d'Ukrainiens possible. De votre point de vue, avez-vous des ressources suffisantes en Pologne, ou aimeriez-vous en avoir davantage?

Mme Leslie Scanlon: Je dirais, étant donné la pression actuelle sur le système, que nous ne sommes pas rendus au maximum de nos capacités. Des rendez-vous sont en suspens, et certaines personnes ne se présentent pas parce qu'elles ont décidé de rester en Pologne. Je pense que nous avons les ressources dont nous avons besoin sur le terrain. Nous transférerons l'ensemble des activités de l'ambassade — les activités de traitement des visas — vers l'important centre de traitement des visas qui a été établi, le CCOB. Le niveau de demandes n'est pas ce qu'il était, de sorte que nous sommes aujourd'hui en mesure de répondre à la demande.

M. Ali Ehsassi: Je vous remercie.

Le président: Chers collègues, en notre nom à tous, j'aimerais remercier les représentants d'Affaires mondiales Canada qui étaient avec nous ce matin.

[Français]

Je vous remercie beaucoup de votre comparution et, surtout, du travail que vous effectuez pour le Canada.

• (1200)

[Traduction]

Nous allons vous laisser vous déconnecter, puis nous inviterons notre deuxième groupe de témoins à se joindre à nous pour la deuxième heure.

Nous allons suspendre brièvement la séance.

• (1200)

(Pause)

• (1200)

Le président: Chers collègues, nous reprenons.

Accueillons maintenant notre deuxième groupe de témoins. Nous avons l'immense plaisir de recevoir Mme Yuliia Kovaliv, ambassadrice désignée d'Ukraine au Canada, et M. Andrii Bukvych, chargé d'affaires à l'ambassade.

Ambassadrice désignée Kovaliv, merci beaucoup d'avoir pris le temps de comparaître au Comité aujourd'hui avec votre chargé d'affaires, M. Bukvych. Je vous souhaite la plus cordiale bienvenue au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

Sans plus tarder, j'aimerais vous donner la parole pour votre déclaration préliminaire. Vous avez cinq minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

Mme Yuliia Kovaliv (ambassadrice désignée d'Ukraine au Canada, Ambassade de l'Ukraine): Mesdames et messieurs, merci de m'avoir invitée, ainsi que le chargé d'affaires, à témoigner aujourd'hui à la réunion du Comité. Je vous remercie sincèrement du soutien total multipartite et pancanadien que vous offrez à l'Ukraine. Nous pouvons ressentir ce soutien sincère ici au Canada.

Nous sommes reconnaissants au Canada de son aide militaire, financière et humanitaire, des sanctions qu'il impose à la Russie et des pressions qu'il exerce sur elle, ainsi que des efforts pour l'isoler du monde. Nous lui sommes aussi reconnaissants d'accueillir des Ukrainiens déplacés au Canada. Nous sommes reconnaissants du soutien permanent du Canada en Ukraine dans les organisations internationales. Le soutien financier du Canada en Ukraine au cours des trois derniers mois est sans précédent. Le dernier approvisionnement d'armes lourdes et de véhicules armés est essentiel à la défense de notre territoire et de notre souveraineté. Très récemment, en appelant les choses par leur nom, le Parlement du Canada a reconnu les crimes russes en Ukraine comme étant un génocide contre le peuple ukrainien. Les livres d'histoire feront l'éloge du Canada pour sa position ferme aux côtés de l'Ukraine contre la guerre barbare de la Russie. Les Ukrainiens n'oublieront jamais que le Canada a été à leurs côtés dans ces moments dramatiques de notre histoire moderne.

Permettez-moi de vous informer brièvement de l'évolution de la situation en Ukraine sur le terrain. Nous avons déjà traversé deux mois de guerre à grande échelle en Ukraine. La Russie poursuit sa guerre non provoquée, mais les Ukrainiens résistent vaillamment grâce à notre courage, à nos tactiques militaires avisées et aux armes fournies par nos alliés. Comme l'a mentionné le président Zelenski, le courage est désormais la marque de commerce de l'Ukraine, et nous répandons cette marque dans le monde entier.

La Russie a regroupé ses principales forces dans l'Est de l'Ukraine. Elle vise désormais à occuper l'ensemble du territoire des régions de Donetsk et de Louhansk et à tenter de sécuriser le corridor terrestre vers la Crimée et à Marioupol. Entretemps, elle continue de lancer des frappes de missiles sur les infrastructures militaires et civiles dans tout le pays. Le territoire du Bélarus est activement utilisé par les Russes à des fins militaires. Un grand nombre des attaques de missiles pour soutenir l'armée russe sont en provenance de ce territoire.

Plusieurs villes et villages sont temporairement occupés, comme Kherson, Berdiansk et Melitopol. Certaines villes sont continuellement attaquées ou assiégées: Kharkiv, Mykolaiv et l'énorme désastre de Marioupol. Dans les villes et villages temporairement occupés, les Ukrainiens protestent activement contre les envahisseurs russes malgré les menaces importantes qui pèsent sur leur vie. Un

certain nombre de maires, de membres de parlements locaux et de militants civils ont été enlevés. Certains d'entre eux ont été torturés et même assassinés.

On estime qu'environ un demi-million d'Ukrainiens ont été déportés de force en Russie. Les corridors humanitaires convenus sont régulièrement transgressés par les troupes russes. La moitié d'entre eux seulement ont été réalisés avec succès.

Hier, l'évacuation de Marioupol a enfin commencé. Plus d'une centaine de civils ont été évacués d'Azovstal. C'est une grande aciérie de Marioupol qui est contrôlée par les forces russes. Elle faisait office d'abri pour des civils à Marioupol. Imaginez un peu: Marioupol était une ville de 400 000 habitants, et 95 % de la ville a été totalement détruite.

Treize millions d'Ukrainiens ont fui leur foyer. Environ 5,4 millions d'entre eux ont quitté le pays pour se réfugier à un endroit plus sûr.

Les soldats russes ont démontré qu'ils sont des pillards sans vergogne. Les occupants volent actuellement des millions de dollars de céréales entreposées dans la région de Kherson et tentent de les transporter en Crimée sous occupation. C'est un rappel choquant pour tous des pratiques utilisées par Staline dans les années 1930.

Il y a également des dommages environnementaux considérables, car les approvisionnements en eau, les systèmes d'égouts et les communications sont également visés. Selon les dernières informations de l'Unicef, cette situation a déjà mené à 1,4 million de personnes à ne pas avoir accès à de l'eau potable et à 4,6 millions de personnes à n'avoir qu'un accès limité à l'eau. Cela s'est produit au milieu de l'Europe au XXI^e siècle.

Outre le crime d'agression, la Russie allonge graduellement la liste de ses crimes de guerre en vertu de nombreuses conventions internationales.

● (1205)

Pour ne nommer que ceux-là, il y a eu des attaques délibérées perpétrées contre des biens civils, des meurtres intentionnels de civils, l'utilisation d'armes interdites, de la violence sexuelle, y compris à l'encontre d'enfants, des actes de torture et des déportations forcées. Les troupes russes ont volé la centrale nucléaire occupée de Zaporijjia. Il s'agit de la plus grande centrale nucléaire d'Europe. On a rapporté que des missiles de croisière ont volé à basse altitude au-dessus de la centrale de Zaporijjia et de deux autres centrales nucléaires. La Russie néglige en permanence le droit international et l'ordre fondé sur des règles.

Vendredi, des missiles russes ont frappé des immeubles résidentiels à Kiev, la capitale de l'Ukraine, à seulement deux kilomètres de l'endroit où le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors de sa visite à Kiev, à Boutcha et à Irpine, a rencontré le président Zelenski. Ainsi, le membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies a explicitement démontré au Secrétaire général des Nations unies son attitude à l'égard du droit international des Nations unies et de l'ordre fondé sur des règles.

J'aimerais souligner que ce n'est pas le fait d'un seul homme. La société russe entière, et non pas seulement Poutine et ses mandataires, doit assumer la responsabilité de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Imaginez ceci: 74 % des Russes soutiennent cette guerre.

L'économie ukrainienne, en raison de l'ampleur de l'invasion russe, connaîtra cette année une contraction d'au moins 35 %, selon le FMI. La guerre active pourrait faire grimper ce chiffre à 50 %. Le déficit budgétaire mensuel s'élève à 5 milliards de dollars, sans compter les dépenses militaires. Dans une période aussi difficile, l'Ukraine continue de s'acquitter de sa dette souveraine à temps et en totalité. Le système bancaire national est pleinement opérationnel.

En tant que chef de file mondial de l'approvisionnement alimentaire, l'Ukraine prévoit que plus de 70 % de ses terres agricoles seront plantées. L'exploitation des champs, touchés par la guerre, est une question urgente. La logistique de la récolte de l'année précédente et de celle de l'année prochaine demeure le plus grand défi, car les principales voies d'exportation, à savoir les ports maritimes de la mer Noire, sont bloquées par la Russie. Quatre millions et demi de tonnes de la récolte de la saison précédente sont maintenant bloqués dans les ports maritimes ukrainiens. Cela pourrait entraîner de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale.

Permettez-moi de répéter que dans cette situation difficile et tragique en Ukraine, nous sommes très reconnaissants du soutien exhaustif et robuste du Canada. Nous sommes extrêmement reconnaissants que le projet de budget de 2022-2023 prévoit un soutien considérable aux besoins militaires, financiers et humanitaires. Cependant, j'aimerais que nous ayons tous une compréhension commune: l'Ukraine doit recevoir une aide financière et militaire de plus en plus importante et urgente à mesure que la guerre se poursuit.

Pour ce qui est du soutien militaire, nous sommes reconnaissants du soutien du gouvernement canadien, qui fournit des armes lourdes. Vous pouvez voir que cela fait une différence sur le terrain. Cependant, nous devons également garder à l'esprit que la guerre se poursuit et qu'il est primordial de continuer à fournir rapidement les armes nécessaires. Chaque jour, les Russes tentent de pénétrer et de briser notre défense, mais nous tenons bon. Il est donc temps de prendre rapidement des décisions courageuses, synchronisées avec nos alliés pour ce qui est du calendrier de livraison des armes nécessaires.

Nous sommes ici et avons des communications étroites et permanentes avec les organismes gouvernementaux. Tout d'abord, il y avait AMC et le MDN sur la liste des fournitures indispensables.

Les dommages estimés pour l'économie ukrainienne se comptent désormais en centaines de milliards de dollars. D'où la nécessité d'une stratégie de relance semblable au plan Marshall après la Seconde Guerre mondiale. Les biens et les actifs de la Russie étant gelés, les sites à l'étranger doivent devenir un élément majeur de ces plans de reconstruction. À cet égard, nous saluons les initiatives du gouvernement visant à établir un mécanisme de saisie et de fermeté des biens gelés de la Russie au Canada, qui seront ensuite transférés en Ukraine.

• (1210)

Nous vous sommes reconnaissants des efforts du gouvernement canadien pour travailler avec nous à la reconstruction future de l'Ukraine.

Le renforcement des relations commerciales, y compris l'expansion de notre accord de libre-échange, l'ALECU, sur les services et l'annulation de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires pour les exportations ukrainiennes, à l'instar de la décision prise avec le

Royaume-Uni et de la décision en cours de l'Union européenne, est envisagé comme un instrument supplémentaire pour soutenir l'économie ukrainienne.

En ce qui concerne les sanctions, vous pouvez imaginer qu'avec deux mois de guerre et des pertes importantes pour l'économie ukrainienne, la Russie a reçu 62 milliards d'euros pour son approvisionnement en pétrole et en gaz, principalement vers l'Europe. Par conséquent, l'interdiction totale de l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Russie est essentielle pour ne pas permettre à la Russie de financer cette guerre sanglante. Nous sommes convaincus que le Canada peut aider l'Union européenne à soutenir sa sécurité énergétique, tant en facilitant la transition vers des sources d'énergie renouvelables qu'en cas de pénurie urgente d'approvisionnement en hydrocarbures.

Nous demandons également au Canada d'appliquer et de surveiller rigoureusement la mise en oeuvre des sanctions et de travailler avec ses alliés pour éliminer les failles existantes qui peuvent donner à la Russie et aux oligarques russes la possibilité de se soustraire aux sanctions.

Nous espérons que le Canada suivra les autres partenaires et diminuera substantiellement la présence diplomatique russe au Canada.

Nous comptons également sur le leadership du Canada, et nous lui en sommes reconnaissants, pour isoler la Russie dans le monde entier de nombreuses organisations internationales, notamment le G20 et l'OACI, et l'inscrire sur une liste noire. Il s'agit également d'un outil diplomatique important et nous sommes reconnaissants du rôle de chef de file du Canada à cet égard.

En ce qui concerne l'aide humanitaire, nous travaillons également en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada. Nous sommes reconnaissants du financement qui a été prévu et en partie versé pour l'aide humanitaire. Il serait très utile de mettre au point des outils rapides et flexibles pour la distribution des fonds destinés aux besoins humanitaires. Les besoins en matière de soutien humanitaire sont très vastes, allant de la nourriture et des médicaments essentiels aux unités de logement temporaires, en passant par les bombes utilisées pour l'exploitation minière, les ponts mobiles, etc.

Nous demandons également que tous les fonds ou les biens fournis aillent directement en Ukraine, car il y a encore des villes, en particulier celles qui ont été encerclées par les forces russes et qui ont été récemment libérées, où les gens ressentent encore le manque de nourriture. C'est l'un des points cruciaux.

Dans les premiers jours de l'invasion russe, nous avons également constaté que les canaux humanitaires internationaux bien établis n'étaient pas assez rapides pour répondre à une crise de cette ampleur et de cette magnitude.

Nous attendons avec impatience et apprécions le travail que le Canada fait pour soutenir l'Ukraine et aider les organismes ukrainiens chargés de l'application de la loi à traduire en justice les auteurs de crimes de guerre russes.

Il y a quelques jours, les Russes ont tué une jeune mère, ont attaché son enfant vivant à son corps et ont placé une mine entre eux. En se détachant, la mine a explosé.

Pour vous donner une idée de la situation actuelle sur le terrain, nous vous invitons également à vous rendre en Ukraine et à manifester votre solidarité avec le gouvernement et le peuple ukrainiens dans les moments les plus sombres de notre histoire moderne.

Merci, mesdames et messieurs. Gloire à l'Ukraine.

• (1215)

Le président: Madame l'ambassadrice désignée, merci beaucoup de votre déclaration liminaire. Il y a beaucoup de renseignements. Les membres poseront de nombreuses questions.

J'ai un bref point d'ordre administratif à signaler. Vos conversations avec les membres du Comité sont très soigneusement chronométrées. Lorsqu'il restera 30 secondes avant la fin de votre déclaration ou des questions, je vais essayer de vous faire signe avec ce carton jaune pour veiller à ce que tout le monde ait l'occasion de poser leurs questions.

Nous allons entamer la première série de questions. Ce seront des interventions de six minutes. Le premier intervenant cet après-midi est M. Aboultaif.

Monsieur Aboultaif, allez-y, je vous prie. Vous disposez de six minutes.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Bonjour, madame l'ambassadrice désignée. Bienvenue au Comité.

J'aimerais que vous sachiez que les Canadiens de toutes les allégeances politiques sont de tout coeur avec l'Ukraine et le peuple ukrainien pendant cette période difficile sans précédent.

Au cours des derniers mois, depuis le début de la situation et de la guerre en Ukraine, alors que près d'un quart des Ukrainiens ont dû fuir le pays pour trouver refuge, avec le déclin économique et la situation désastreuse que traverse l'Ukraine, le Canada et ses alliés ont pu fournir de l'aide et du soutien de toutes sortes à l'Ukraine et aux Ukrainiens. Pouvez-vous nommer l'effort le plus important que nous avons fourni pour aider l'Ukraine et les Ukrainiens en ce moment?

Mme Yuliia Kovaliv: Tout d'abord, l'appui sans précédent et, fait important, concerté, de tous les pays démocratiques est crucial pour l'Ukraine. Le Canada est présentement un des plus importants bailleurs de fonds de gouvernement à gouvernement contribuant au budget de l'Ukraine. Dans les trois derniers mois, le financement — qui est soit déjà dépensé, soit en train d'être versé — a totalisé 1,5 milliard de dollars canadiens, du jamais vu en termes de somme et de vitesse.

Deuxièmement, l'appui militaire est une priorité monumentale, comme vous m'avez entendue l'aborder aujourd'hui. En plus de sauver et de défendre l'Ukraine et son territoire, chaque livraison d'aide militaire défend aussi la sécurité européenne et mondiale. La sécurité en Ukraine compte différentes dimensions à l'heure actuelle, comme la souveraineté de l'Ukraine en tant que pays; la défense de l'OTAN, qui se trouve à seulement 100 kilomètres de la frontière, à 20 kilomètres d'endroits frappés par des missiles russes; la sécurité alimentaire mondiale pour laquelle l'Ukraine joue un rôle très important; et la sécurité énergétique dans le monde et sur le continent européen.

Actuellement, le Canada et les alliés fournissent ensemble de l'aide militaire rapide, courageuse et opportune — un appui essentiel pour l'Ukraine.

• (1220)

M. Ziad Aboultaif: La situation à Marioupol et dans toute la région, ainsi que l'expédition de produits — ou les exportations — en transit via Odesa sont aussi de grandes sources de préoccupations. Bien que vous soyez peut-être en mesure d'exporter des produits dont la planète a à tout prix besoin, quelle est la situation à Odesa? Pouvez-vous nous la décrire et nous en faire un compte rendu?

Mme Yuliia Kovaliv: Je vais d'abord réagir à votre mention de Marioupol. La situation dans cette ville de 400 000 habitants y est atroce. La moitié de la population a quitté la ville, mais environ 100 000 civils sont toujours entourés par les forces russes. Environ 20 000 civils ont déjà été tués à Marioupol. Comme je l'ai mentionné hier, le couloir humanitaire a commencé à être emprunté par un premier groupe de 100 personnes qui a fait le voyage entre Marioupol et Zaporizhzhya. Globalement, il s'agit là de la situation la plus tragique.

Odesa et son port maritime sont les routes d'exportation principales, non seulement pour le secteur agroalimentaire, mais aussi pour la métallurgie et les autres secteurs où l'Ukraine était un important pays exportateur. Bien entendu, il est stratégique pour nous — et pas seulement pour nous, mais aussi pour les marchés mondiaux de produits de base — que l'Ukraine contrôle la grande région d'Odesa pour son port maritime. C'est la raison pour laquelle j'insiste sur l'aide militaire. La livraison rapide d'aide militaire est la clé pour que l'Ukraine défende son territoire souverain et l'accès au port maritime.

M. Ziad Aboultaif: C'est là que la chaîne d'approvisionnement vers Odesa se trouve présentement. Dans quelle mesure craint-on qu'elle pourrait être perturbée à tout moment par une opération russe?

Mme Yuliia Kovaliv: Tout d'abord, le chemin de fer fonctionne en Ukraine. Dans le pays, la logistique fonctionne malgré des perturbations et des failles. En règle générale, le chemin de fer, qui est la voie principale parcourant tout le pays et se rendant aux ports maritimes, fonctionne. On peut utiliser ce moyen de transport maintenant. Des pannes ciblées majeures ont été observées, mais le réseau fonctionne globalement.

Dans les ports, nous composons avec le problème des mines. C'est un autre défi. Nous allons y travailler avec plus de vigueur aux côtés de nos alliés. En général, il est essentiel pour les installations destinées aux exportations de contrôler et de maintenir l'accès aux ports maritimes.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Aboultaif.

[Français]

Madame Bendayan, vous avez la parole pour six minutes.

Mme Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Merci beaucoup, Votre Excellence, d'être parmi nous aujourd'hui. C'est un véritable honneur de vous accueillir à notre comité. Votre présence est gage de l'importance du travail qu'effectue le Comité des affaires étrangères depuis un certain temps. La situation était effectivement une priorité pour les membres de notre gouvernement bien avant l'invasion. Comme vous le savez peut-être, nous avons proposé une motion pour insister sur l'urgence de la situation et avons commencé à étudier la question à ce comité au début de février.

Je ne crois pas que ce soit un cliché de répéter que l'Ukraine se bat non seulement pour ses propres souveraineté et démocratie, mais aussi pour la démocratie de tous les pays, y compris au Canada. J'aimerais aussi vous remercier de reconnaître, comme vous l'avez fait dans votre déclaration liminaire un peu plus tôt, l'appui indéfectible du Canada envers l'Ukraine. Vous avez notamment mentionné notre soutien économique, mais aussi les envois d'armes létales et non létales. Je crois qu'il est important de souligner cet appui, de même que l'annonce récente de l'envoi d'obusions et de munitions supplémentaires ainsi que les 500 millions de dollars prévus dans le budget de notre gouvernement qui, pour reprendre votre dernier commentaire, serviront aussi à l'envoi d'armes. Étant donné votre appel à l'action d'aujourd'hui, j'espère que ce budget sera adopté très rapidement.

[Français]

Je crois aussi qu'il est important de souligner le travail communautaire extraordinaire qui est fait sur le terrain partout au Canada, y compris dans ma circonscription. En votre présence, j'aimerais entre autres mentionner le fait que Sandra Ezril, qui dirige l'hôtel Terrasse Royale, à Montréal, a récemment ouvert les portes de son établissement aux Ukrainiens, et ce, totalement gratuitement, afin d'aider ces nouveaux arrivants.

• (1225)

[Traduction]

En votre présence, Votre Excellence, j'aimerais aussi mentionner Katherine Smolyneec, une membre de ma communauté. Elle est présidente de la Fédération nationale ukrainienne à Montréal. Pas plus tard que la fin de semaine dernière, elle a accueilli des Ukrainiens cherchant refuge dans notre pays.

Au sujet des civils qui tentent de trouver refuge en empruntant les couloirs humanitaires, j'aimerais entendre vos commentaires sur ce qui se passe en ce moment. Je crois comprendre que la Russie bombarde incessamment nos couloirs humanitaires en Ukraine et mine leur sûreté. Comment décririez-vous l'état actuel de ces couloirs humanitaires, en particulier à Marioupol où, comme vous venez de le dire, il règne une désolation absolue?

Mme Yuliia Kovaliv: Je dirai d'emblée que j'étais à Montréal tout juste avant la réunion. J'en suis revenue 15 petites minutes avant la réunion. L'appui des Canadiens envers les Ukrainiens qui viennent ici est palpable et visible partout au Canada — à Montréal, à Toronto, dans toutes les villes, dans tous les villages et ailleurs.

Pour répondre à votre question, comme je l'ai mentionné, environ 50 % des couloirs humanitaires prévus n'ont pas vu le jour. Les Russes violent l'entente qui avait été convenue pour les couloirs humanitaires. Dans des villes comme Marioupol et d'autres qui ont été nommées, la possibilité d'acheminer des biens et des services essentiels comme des aliments, des soins de santé et de l'eau est limitée. L'accès à ces vivres et services est limité. Un réseau a déjà été rapidement établi sur le terrain pour répondre à ces besoins humanitaires dans les villes libérées. La compagnie ferroviaire Ukrainian Railways constitue le meilleur moyen — et le moyen le plus rapide — d'acheminer l'aide humanitaire. C'est une société d'État qui livre l'aide humanitaire gratuitement au nom de tous, tant pour les organisations internationales, la société civile ou les bénévoles qui souhaitent fournir ce type de soutien.

Il existe déjà des centres humanitaires dans les pays voisins — comme la Pologne, la Slovaquie, la Slovaquie et d'autres — pour le traitement de l'aide humanitaire en provenance des pays eu-

ropéens, du Canada, des États-Unis et du reste du monde. C'est à partir de ces centres que l'aide humanitaire est livrée dans tout le pays rapidement et en temps opportun.

La grande différence sur laquelle nous tentons de nous concentrer avec les organismes humanitaires internationaux est que, contrairement aux autres crises humanitaires, l'Ukraine a déjà ses propres ressources pour livrer rapidement et courageusement l'aide humanitaire dans le pays. Il existe déjà un réseau établi pour acheminer l'aide. Il nous manque seulement les vivres ou les éléments figurant sur la liste de soutien humanitaire. Nous coopérons de près avec AMC sur toutes les demandes du gouvernement ukrainien envers ses partenaires afin de trouver un moyen d'expédier l'aide humanitaire en Ukraine. Nous apprécions aussi l'appui des compagnies canadiennes du secteur privé.

Mme Rachel Bendayan: Je vous remercie, Votre Excellence.

Avec le peu de temps qu'il me reste, j'aimerais à nouveau discuter du retour de l'ambassade canadienne en Ukraine. J'aimerais citer la ministre des Affaires étrangères, qui a déclaré au Sénat:

Il est clair que le gouvernement du Canada a pour objectif de rouvrir son ambassade en Ukraine. Nous en sommes à étudier différents scénarios, et mon but est que ses activités reprennent dans les prochains jours ou les prochaines semaines. Nous devons [simplement] nous assurer que l'environnement soit sécuritaire pour notre personnel.

J'aimerais vous entendre sur l'importance de cet enjeu pour l'Ukraine.

Le président: Votre Excellence, veuillez répondre brièvement pour respecter le temps alloué.

Mme Yuliia Kovaliv: Oui.

C'est important.

Mme Rachel Bendayan: Merci.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, madame Bendayan.

Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour six minutes.

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le président, je vais approfondir la question qui a été posée par Mme Bendayan.

J'aimerais d'abord remercier l'ambassadrice désignée et le chargé d'affaires, que nous connaissons bien, d'être des nôtres aujourd'hui pour nous éclairer de leurs commentaires.

Nous savons qu'un certain nombre de pays, notamment l'Australie, la Belgique, la République tchèque, l'Union européenne, la France, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie, l'Espagne, la Turquie et le Royaume-Uni, ont maintenu ou rétabli leur ambassade à Kiev. Les États-Unis envisagent de le faire au cours du mois de mai.

Je sais à quel point c'est important pour nos amis ukrainiens, mais quelles considérations de nature sécuritaire peuvent encore être invoquées par le Canada pour qu'il ne fasse pas ce que les autres alliés ont fait? Est-ce que l'Ukraine est en mesure de donner un certain nombre de garanties au Canada quant à la sécurité du personnel qui serait appelé à travailler à Kiev?

• (1230)

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Comme je l'ai mentionné dans mon discours, lorsque le Secrétaire général de l'ONU a visité Kiev, les Russes perpétraient des attaques de missiles sur un édifice civil où un journaliste a trouvé la mort. Je le réitère encore une fois: l'arrivée d'une aide militaire rapide en Ukraine est la seule garantie pour protéger les civils.

Il va de soi que le maintien de liens diplomatiques et que la présence de personnel sur le terrain sont importants pour obtenir des résultats. Toutefois, j'aimerais dire que nous travaillons en très étroite collaboration avec AMC et que nous sommes en communication avec le ministère. Nous sommes actifs sur le terrain avec AMC ici à Ottawa et avec l'ambassade canadienne en Ukraine et à différents endroits. Pour ce qui est de garanties, comme je le disais, une aide militaire grandement accrue constitue la meilleure protection qui puisse être offerte présentement.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: À propos de l'aide militaire, justement, le Canada a fourni des obusiers M777 et des munitions connexes. On a également fourni une quantité supplémentaire de munitions antichars Carl Gustav.

Qu'est-ce qui est attendu précisément? Sans entrer dans le détail, pouvez-vous nous dire ce qui est attendu de la part du Canada à brève échéance?

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Comme vous l'avez constaté, ce soutien fait une grande différence sur le terrain, et ce qui importe est que l'Ukraine utilise déjà des munitions standards de l'OTAN, qui améliorent grandement le taux de réussite des forces ukrainiennes sur le terrain.

En ce qui a trait à du soutien militaire supplémentaire, nous travaillons en étroite collaboration et de façon permanente pour répondre aux besoins. Ces besoins sont maintenant coordonnés par tous les alliés, et il ne reste qu'à prévoir le programme des livraisons et de la coordination — un exercice qui se fait 24 heures sur 24, sept jours sur sept. C'est ainsi que je décrirais la situation.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci infiniment.

Lorsque nous avons reçu à la Chambre des communes six collègues ukrainiennes, elles nous ont fait remarquer que, jusqu'à maintenant, seulement 7 des quelque 300 banques russes faisaient l'objet de sanctions et avaient été exclues du système international SWIFT. Cela laisse entendre qu'il y a de nombreuses échappatoires pour les entreprises et les oligarques russes qui voudraient continuer à faire des opérations par le truchement des autres banques russes.

Croyez-vous qu'il soit nécessaire d'étendre les sanctions à l'ensemble des banques russes ou, du moins, à un grand nombre de banques et autres institutions russes, et de les exclure du système international SWIFT?

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Oui, l'exclusion de toutes les banques russes du système SWIFT est un autre moyen de limiter ou d'éliminer l'accès de la Russie à tous les marchés financiers et aux devises étrangères. Nous discutons très régulièrement avec AMC de la liste

de sanctions et, comme vous le constatez chaque semaine ou même plus fréquemment, la liste de sanctions s'allonge. Cet effort se fait en coordination avec nos autres alliés et partenaires et, oui, l'augmentation du nombre de banques russes exclues du système SWIFT revêt une importance capitale.

• (1235)

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Nous avons imposé des sanctions contre un certain nombre d'oligarques russes, mais un certain nombre d'entre eux continuent d'échapper aux sanctions canadiennes. Selon ce qu'on nous a signalé, M. Abramovitch est sanctionné dans un certain nombre de pays de l'OTAN, mais il ne l'est pas encore au Canada, probablement en raison de ses liens économiques importants.

Croyez-vous qu'il faille étendre, encore une fois, la liste des oligarques faisant l'objet de sanctions de la part du Canada pour y inclure notamment M. Abramovitch?

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre rapidement, je vous prie.

Mme Yuliia Kovaliv: Comme je l'ai indiqué, nous travaillons de près avec AMC à la liste de sanctions visant les entités personnelles et juridiques, et cette liste s'allonge chaque semaine. Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Madame McPherson, c'est votre tour, pendant six minutes.

Mme Heather McPherson: Merci, monsieur le président.

J'aimerais vous remercier tous les deux d'être ici aujourd'hui. Vos témoignages sont très instructifs. Merci de votre travail. Je pense que la communauté internationale dans son intégralité voit les événements qui ont cours en Ukraine. À nos yeux, les Ukrainiens sont des héros. Nous sommes témoins de ce qu'ils accomplissent. Nous voyons leur lutte pour défendre leur souveraineté. Comme mon collègue, M. Aboultaif, l'a dit, nous nous tenons aux côtés du peuple ukrainien.

J'aimerais poser des questions sur les sanctions et poursuivre dans la même veine que mon collègue M. Bergeron. Il est évidemment très important de nous munir d'une liste robuste de sanctions, et j'avancerais qu'elles auraient pu être lancées et dévoilées plus rapidement qu'elles ne le furent. Je suis cependant consciente qu'un grand nombre de personnes sont visées par les sanctions et que la liste est assez longue. Je m'inquiète du fait que ces sanctions ne sont pas appliquées et qu'elles ne sont pas défendues vigoureusement. Nous n'avons pas réussi à obtenir de renseignements sur d'éventuels avoirs qui auraient été saisis par le gouvernement canadien suite aux sanctions. J'aimerais savoir si vous avez des commentaires sur la façon de garantir que les sanctions soient plus vigoureusement défendues et plus rigoureusement appliquées afin qu'on ait accès aux avoirs qui devraient servir à rebâtir l'Ukraine.

Mme Yuliia Kovaliv: Merci.

La plupart des sanctions ayant gelé ou interdit des avoirs sont tirées d'une liste précise d'activités liées aux sanctions.

L'ébauche de la loi qui a été présentée au Parlement par le gouvernement du Canada constitue l'instrument qui définit la saisie d'avoirs gelés en vertu des sanctions. Nous croyons que ces avoirs devraient représenter la plus grande partie des fonds pour rebâtir l'Ukraine à l'avenir.

En appuyant ce texte de loi, on créera un processus concret pour autoriser la saisie d'actifs russes au Canada et on donnera aux autres pays un exemple à suivre.

Mme Heather McPherson: Je crains que certains de ces actifs aient été dissimulés ou déplacés avant la mise en place des sanctions. Nous avons eu des échos en ce sens.

Mes autres questions portent sur les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les crimes de génocide à l'encontre du peuple ukrainien commis par la Fédération de Russie ainsi que sur l'appui du Canada envers la Cour pénale internationale.

Tout d'abord, de quels outils l'Ukraine a besoin de la part du Canada présentement pour veiller au rassemblement de preuves, aux signalements et à l'appui médicolégal? Pouvez-vous nous expliquer ce que le Canada peut faire pour aider l'Ukraine en ce moment?

Mme Yuliia Kovaliv: Premièrement, le Canada a déjà fait sa part pour contribuer à l'infrastructure internationale qui aidera l'Ukraine à recueillir des preuves et à plaider sa cause devant la Cour pénale internationale. De nombreuses équipes internationales sont actuellement sur le terrain en Ukraine afin d'aider les forces de l'ordre ukrainiennes à recueillir les preuves que ces crimes ont été commis. Le bureau de notre procureur général est responsable du processus de rassemblement des preuves.

Nous avons déjà demandé au gouvernement du Canada de nous fournir du soutien technique, soit surtout des outils et des instruments, et de l'équipement d'analyse d'ADN et médicolégal pour recueillir les preuves. Nous y travaillons; le processus est en marche avec l'aide de tous nos partenaires, y compris le Canada.

• (1240)

Mme Heather McPherson: C'est merveilleux.

Entre autres atrocités, nous avons entendu parler de cas particulièrement... Il y a tant d'infamies qui ont lieu en Ukraine présentement, mais nous avons entre autres entendu parler d'enlèvements d'enfants qui ont été emmenés en Russie. Pouvez-vous nous donner plus de renseignements sur ces signalements?

Mme Yuliia Kovaliv: Il y a beaucoup de cas que nous qualifions d'enlèvements parce qu'au coeur de ces drames se trouvent des enfants qui sont pris de force des territoires qui sont occupées temporairement par les forces russes. Des preuves nous indiquent que ces enfants se trouvent maintenant partout en Russie, y compris en Sibérie et à Vladivostok, à des centaines de kilomètres de la frontière ukrainienne. Les faits prouvent qu'ils ont été pris contre leur volonté, sans leurs parents et sans procédures ou documents adéquats.

La Russie se livre à des enlèvements purs et simples. En collaboration avec nos partenaires, nous essayons de trouver ces enfants. Je puis en outre vous assurer que le gouvernement ukrainien retrouvera tous ces enfants ukrainiens— et fera de son mieux pour trouver leurs emplacements — et les ramènera au pays.

Mme Heather McPherson: C'est déchirant, tout simplement atroce, et maintenant nous assistons à des attaques contre les couloirs humanitaires.

Si je peux me permettre, j'aimerais mentionner quelque chose en terminant. Je veux prendre un moment pour rendre hommage à deux des bénévoles qui apportent leur aide à Edmonton, Thomas Lukaszuk et Ed Stelmach, qui s'efforcent d'envoyer de l'aide médicale en Ukraine.

Je veux prendre le temps de souligner que les deux bénévoles qui livraient cette aide en Ukraine au cours du week-end ont perdu la vie à la suite d'une attaque des Russes. Je veux exprimer ma profonde tristesse à leur famille et à leurs proches.

Je vous remercie.

Le président: Madame McPherson, je vous remercie beaucoup.

Chers collègues, nous pouvons passer à une deuxième série de questions. Je pense qu'il nous reste un peu moins de 20 minutes. Si vous êtes d'accord, nous passerons à une série de quatre minutes et de deux minutes. Cela nous mènera à 13 heures environ ou quelques minutes après.

Si cela vous convient, nous allons donc commencer par M. Genuis. Allez-y, s'il vous plaît, pendant quatre minutes.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je vous remercie beaucoup, Votre Excellence, de vos propos fort importants. Je pense que vous savez qu'il existe un lien important entre le peuple canadien et le peuple ukrainien. Cela nous amène évidemment à exprimer notre solidarité, mais il est important que nous, en tant que dirigeants, allions au-delà des mots et prenions les mesures concrètes nécessaires afin d'offrir un réel soutien. Je tiens à dire que ma circonscription est un lieu de convergence pour la communauté ukrainienne du Canada. J'espère que, lors de périodes plus heureuses, vous aurez l'occasion de la visiter.

En parlant de visites, 11 premiers ministres se sont rendus à Kiev, d'après mes calculs, depuis le début de la plus récente invasion, ainsi que divers hauts fonctionnaires américains et le secrétaire général des Nations unies. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur l'importance pour le Canada de le faire? Si un ministre canadien devait se rendre en Ukraine, quels en seraient les effets positifs, et est-il prévu qu'un ministre canadien, ou le premier ministre ou la ministre des Affaires étrangères s'y rende?

Le président: Votre Excellence, avant que vous répondiez, je dois faire une pause.

Chers collègues, la sonnerie se fait entendre. Je présume qu'il s'agit de la sonnerie de 30 minutes. Normalement, avec le consentement unanime, nous poursuivons la séance pendant 15 minutes. J'aimerais savoir si mes collègues sont prêts à poursuivre jusqu'à 13 h 5, ce qui devrait nous mener à la fin de la série prévue.

Y a-t-il consentement unanime?

Des députés: D'accord.

Le président: Très bien, alors poursuivons jusqu'à 13 h 5.

Votre excellence, veuillez poursuivre.

Mme Yuliia Kovaliv: Le soutien que le Canada a apporté avant la guerre, et qu'il a apporté en particulier pendant ces deux mois de guerre russe totale, est sans précédent et d'un niveau différent. J'ai parlé à de nombreux maires, à des députés et à des membres du Sénat. Nous en sommes témoins partout, et nous sommes reconnaissants du soutien apporté conjointement par les différentes communautés du Canada qui se tiennent aux côtés de l'Ukraine.

Nous constatons également que le monde entier est aux côtés de l'Ukraine. Pourtant, même avec ce soutien, depuis le début de cette situation en Ukraine, c'est encore difficile. Les attaques de missiles se font sentir partout — à Lviv, à 50 kilomètres de la frontière de l'OTAN en Pologne. Une visite constitue un enjeu pour le personnel chargé de la sécurité. Oui, nous planifions diverses visites en Ukraine, de représentants tant du gouvernement que du Parlement.

• (1245)

M. Garnett Genuis: Je vous remercie.

J'ai trouvé votre commentaire intéressant lorsque vous avez tenu à dire que ce n'est pas une seule personne qui tire les ficelles du côté russe, et vous avez cité des sondages d'opinion. Bien sûr, il est difficile de savoir quelle valeur accorder à ces sondages. Nous observons, je pense, certaines preuves de fissures significatives au sein du régime russe, et peut-être certains niveaux de désobéissance stratégiquement pertinents.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de ces fissures, sur ce que vous observez sur le terrain au sujet de la désobéissance possible au sein de l'armée russe, de la désertion et de leurs répercussions. Pourriez-vous également parler aussi de ces enjeux dans le contexte du Bélarus? Constatons-nous des niveaux croissants de résistance de la part du peuple bélarussien à l'égard de ce qui est effectivement l'occupation de leur pays et son utilisation par l'armée russe? Quel est votre niveau de coordination entre les mouvements pro-démocratiques au Bélarus et en Russie?

Mme Yuliia Kovaliv: Comme je l'ai mentionné, les derniers sondages en Russie montrent un soutien important: quelque chose comme 74 % des gens soutiennent cette guerre, et ce à tous les niveaux dans tout le pays. Voilà ce que le régime russe et l'absence totale de procédures démocratiques établies en Russie au cours des 15 dernières années... En comparaison avec l'Ukraine, qui est un pays démocratique avec des élections libres, une presse libre et une société civile active... La Russie ne dispose pas de ces instruments. C'est l'une des éléments qui a donné à Poutine la possibilité de tenir ce genre de guerre. Ces...

Le président: Je m'excuse de vous interrompre, mais le temps alloué doit être respecté scrupuleusement pour cette dernière série de questions.

Je vous remercie beaucoup, et vous pouvez poursuivre votre réponse en répondant à une prochaine question.

Je vous remercie aussi, monsieur Genuis.

M. Garnett Genuis: Je vous signale que vous pouvez également soumettre vos réponses par écrit. S'il y a des informations supplémentaires en réponse à une question, vous pouvez les soumettre par écrit au Comité.

Je vous remercie.

Mme Yuliia Kovaliv: Oui.

Le président: Monsieur Oliphant, vous avez la parole pendant quatre minutes. Allez-y.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je vous remercie, Votre Excellence.

J'aimerais commencer par mentionner deux points. Nous nous efforçons toujours de faire en sorte que le soutien du Canada à l'Ukraine soit une question non partisane. Nous pensons qu'il est essentiel de dire — et je sais qu'il y aura toujours des critiques de la

part de l'opposition — que plus nous en faisons en tant que Canadiens pour soutenir l'Ukraine, mieux le Canada s'en portera et mieux l'Ukraine s'en portera également.

Le deuxième point est que nous nous entendons tous, je pense, pour dire d'un commun accord que nous devons faire pression sur le gouvernement pour qu'il vous accrédite rapidement, car nous avons besoin de votre leadership au Canada et l'Ukraine en a aussi besoin. Nous ferons notre part pour vous aider à bien vous installer dans votre poste. Nous sommes très heureux que vous soyez au Canada.

Vous avez utilisé le mot « barbare » plus tôt, et je dirais que les Canadiens ont été choqués par les événements. Nous sommes au XXI^e siècle, et pourtant la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine n'a rien à voir avec une guerre du XXI^e siècle. Cette guerre ne devrait pas avoir lieu, bien sûr, mais on a l'impression d'une guerre à l'ancienne, où les civils et les infrastructures sont pris pour cible, et où l'agression en est une que nous n'avons jamais vue — que je n'ai jamais vue de mon vivant. Le Canada continuera de faire preuve de solidarité.

Pour poursuivre sur ce qu'a dit Mme McPherson au sujet de la Cour pénale internationale, il y a aussi la Cour internationale de justice. Le Canada a très rapidement soutenu l'Ukraine à la Cour internationale de justice. Ce ne sont là que les deux premières mesures.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur cette intervention précoce de l'Ukraine auprès de la Cour internationale de justice?

Mme Yuliia Kovaliv: En ce qui concerne les crimes de guerre et le recours à la Cour internationale de justice, nous sommes en train de rassembler toutes les preuves possibles. Il y a déjà un groupe important d'experts, y compris des avocats et des militants des droits de la personne reconnus au niveau international, qui travaille maintenant en étroite collaboration avec tous les organismes chargés de l'application de la loi et les partenaires internationaux pour monter un dossier.

Ce processus est en cours. Lorsque l'affaire sera présentée, il y aura d'horribles preuves documentées des crimes de guerre qui ont été commis. Je pense que ce sont les pires crimes du siècle actuel.

• (1250)

L'hon. Robert Oliphant: À ce sujet, le Canada... Nous ne sommes pas les seuls, mais nous avons une préoccupation particulière, et ce sont les femmes et les filles. Nous avons une politique étrangère féministe et nous nous inquiétons beaucoup de la violence faite aux femmes et aux filles, de même qu'à la violence fondée sur le genre, etc. Les histoires horribles de femmes victimes de viols, de violences sexuelles et d'activités odieuses sont des événements qui préoccupent beaucoup le Canada.

Que devrait faire le Canada, à votre avis, pour tenter d'amener la Russie à mettre fin à cette guerre? Et à l'avenir, comment allons-nous demander des comptes à la Russie?

Mme Yuliia Kovaliv: Vous avez raison. Ces crimes de guerre horribles incluent des crimes de guerre sexuels. Ce qui est horrible, c'est que des enfants sont victimes de ces crimes sexuels et qu'ils sont commis sous les yeux de leurs parents. Nous voulons que les gens sachent que les crimes sexuels font partie des armes utilisées par les Russes contre les Ukrainiens.

Nous travaillons actuellement à mettre sur pied une filière distincte pour enquêter sur les crimes sexuels contre les femmes et les enfants qui se sont produits et dont nous avons été témoins à Boutcha, à Irpin et dans d'autres villes du pays et pour bien les documenter.

L'hon. Robert Oliphant: Je vous remercie.

[Français]

Le président: Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour deux minutes.

M. Stéphane Bergeron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Nous avons également une liste de noms d'oligarques qui nous avait été fournie, à ce même comité, par le chef de cabinet du dissident russe qui est emprisonné présentement. Le gouvernement ne cesse de répéter qu'il examine cette liste et qu'il envisage d'étendre les sanctions à ces individus également.

Vous nous dites que vous êtes en contact avec Affaires mondiales Canada quant à la liste des entreprises et des personnalités qui doivent faire l'objet de sanctions. Nous avons parlé, il y a quelques instants, des banques russes. Avez-vous des indications ou des échos selon lesquels cette liste pourrait s'étendre très prochainement, afin que la pression sur l'économie russe augmente?

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Permettez-moi de dire qu'en ce qui concerne les sanctions, elles doivent être généralisées. Le calendrier et le fait de ne pas trop les annoncer sont importants aussi pour que les personnes qui seront sanctionnées ne retirent pas leurs actifs du pays.

J'aimerais ajouter que l'Ukraine a déjà rendu publique la liste des entreprises et des personnes qui sont sous le coup de sanctions dans différents pays. La liste est longue et vous pouvez la consulter et voir quels pays ont déjà imposé des sanctions et lesquels ne l'ont pas fait. Si cela vous intéresse, nous pouvons faire parvenir aux députés cette imposante base de données des sanctions publiques pour qu'ils puissent effectuer un suivi.

Le président: Je vous remercie beaucoup, Votre Excellence.

[Français]

Merci beaucoup, monsieur Bergeron.

[Traduction]

Madame McPherson, allez-y, s'il vous plaît. Vous avez deux minutes.

Mme Heather McPherson: Je vous remercie, monsieur le président.

Le Comité serait très intéressé d'avoir cette information, si vous voulez bien la lui faire parvenir.

Je veux juste terminer en posant quelques questions sur l'aide humanitaire et sur la façon dont le Canada peut soutenir l'Ukraine dans ce domaine. Je pense que nous oublions souvent l'importance d'offrir une aide fiable et prévisible à long terme. Selon les rapports, nous savons que les dommages aux infrastructures s'élèvent à environ 600 milliards de dollars. Quel engagement souhaiteriez-vous voir le gouvernement canadien prendre à long terme? Nous savons qu'il y a un besoin immédiat, mais quel devrait être l'engagement à long terme du Canada au chapitre de l'aide humanitaire et de l'aide à la reconstruction de l'Ukraine?

Mme Yuliia Kovaliv: Je vous remercie de cette question, qui est également importante. Nous travaillons actuellement sur un vaste plan de reconstruction. Le concept clé de ce plan, qui a été présenté au parlement ukrainien aujourd'hui, porte sur les principaux piliers, et nous nous employons maintenant à mieux comprendre les besoins. La Russie poursuit sa guerre, malheureusement, et les dommages ne cessent d'augmenter de jour en jour, mais il y a aussi des initiatives importantes. Premièrement, il y a la création du fonds d'aide conjoint des alliés, et nous remercions le gouvernement canadien de son leadership à cet égard.

Deuxièmement, il y a la saisie des avoirs russes, non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Ici, nous serions reconnaissants de l'adoption de lois et d'instruments qui feront payer la facture à la Russie.

Troisièmement, il y a le soutien accordé dans le budget du Canada et d'autres pays pour contribuer à ce fonds.

Quatrièmement, il y a les instruments qui permettront aux entreprises canadiennes de participer à la reconstruction de l'Ukraine. Les besoins seront énormes du côté des infrastructures, de la construction de bâtiments, de l'énergie — des secteurs colossaux. Nous constatons que les entreprises canadiennes sont désireuses d'examiner les instruments qui leur permettront de participer à la reconstruction de l'Ukraine.

• (1255)

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Chong, allez-y, s'il vous plaît. Vous avez quatre minutes.

L'hon. Michael Chong: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Madame l'ambassadrice désignée, je vous remercie d'être avec nous.

J'aimerais savoir quel est l'objectif de l'armée ukrainienne dans cette guerre. S'agit-il de repousser la Russie à la frontière d'avant le 24 février ou de la repousser à la frontière d'avant 2014, ou s'agit-il d'un autre objectif?

Mme Yuliia Kovaliv: C'est la restitution des territoires souverains ukrainiens.

L'hon. Michael Chong: Voulez-vous dire ceux d'avant 2014?

Mme Yuliia Kovaliv: Il s'agit des territoires souverains ukrainiens.

L'hon. Michael Chong: Donc, ceux d'avant 2014. Je vous remercie de la réponse à cette question.

J'ai une deuxième question concernant l'énergie. Vous avez mentionné dans votre déclaration liminaire à quel point il était vital de sortir l'Europe du gaz naturel russe. Selon Reuters, chaque jour depuis le début de l'année, les démocraties européennes ont transféré entre 200 et 800 millions d'euros à la Russie en paiement pour le gaz naturel. Cela représente plus d'un milliard de dollars canadiens par jour pour financer la machine de guerre russe. Dans quelle mesure est-il important pour l'Ukraine que des pays comme le Canada, cinquième producteur mondial de gaz naturel, se mobilisent pour remplacer le gaz russe en Europe occidentale?

Mme Yuliia Kovaliv: Depuis 2014, l'Ukraine a fait des efforts, et nous ne dépendons plus du gaz russe. C'était très douloureux, mais nous y sommes parvenus. Et c'est très douloureux maintenant de le faire pour l'Union européenne, et l'Ukraine soutient les efforts des pays européens qui dépendent encore beaucoup du pétrole et du gaz russes en vue de couper les liens existants et de couper les flux d'argent qui en découlent vers la Russie, parce que cet argent finance principalement l'armée et la guerre en Ukraine. En ce qui concerne le soutien, j'ai mentionné qu'il y a deux façons de le faire: le soutien aux énergies renouvelables et, pour les pays européens qui souffrent le plus, le soutien aux combustibles fossiles. C'est crucial pour la sécurité énergétique commune du continent européen.

L'hon. Michael Chong: Le gouvernement ukrainien considère-t-il qu'il s'agit d'une priorité élevée?

Mme Yuliia Kovaliv: Le gouvernement ukrainien plaide pour un embargo total en Europe sur le pétrole et le gaz russes. C'est essentiel pour nous afin d'éviter d'alimenter, de plus en plus, l'économie russe.

L'hon. Michael Chong: Comme vous le savez, le gouvernement canadien a alloué 500 millions de dollars, dans le dernier budget, pour fournir de l'équipement militaire à l'Ukraine. De quelles pièces d'équipement avez-vous besoin en ce moment?

Mme Yuliia Kovaliv: Nous avons besoin d'armes lourdes et la liste est très vaste. Certaines ont déjà été expédiées et livrées à l'Ukraine. D'autres sont en transit. Nous avons travaillé 24 heures sur 24, sept jours sur sept avec Affaires mondiales Canada et le ministère de la Défense nationale pour que les envois soient les plus complets possible et qu'ils se fassent le plus rapidement possible. Ils répondent aux demandes de l'Ukraine, qui sont en fait formulées sur une base hebdomadaire. Comme la situation en Ukraine change, la demande change. Il y a aussi une coordination déjà établie entre nos alliés dans environ 40 pays qui ont pris la décision de coordonner leurs efforts de transfert en faveur de l'Ukraine.

• (1300)

L'hon. Michael Chong: Je vous remercie.

Madame l'ambassadrice, je terminerai en disant rapidement que nous vous savons gré d'avoir invité notre comité à se rendre en Ukraine. Nous y songeons activement. Nous pensons qu'il est important de montrer notre solidarité avec le peuple ukrainien, la solidarité de notre pouvoir législatif avec le vôtre. Nous vous remercions de cette invitation.

Je vous remercie beaucoup.

Le président: Notre dernière intervenante aujourd'hui est Mme Bendayan.

[Français]

Vous avez la parole pour quatre minutes.

Mme Rachel Bendayan: Merci beaucoup, monsieur le président.

Comme le disait mon collègue M. Oliphant, ce n'est pas une question partisane pour nous. Je pense que nous voulons tous être présents sur le terrain en Ukraine.

Madame l'ambassadrice, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur l'importance d'avoir de l'aide non seulement sur le plan humanitaire, mais aussi sur le plan des munitions? En termes très concrets, avez-vous besoin de plus d'armes en Ukraine, en ce moment?

Quelle est la réponse de la communauté internationale? Vous dites que vous prévoyez plusieurs livraisons.

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Oui, nous avons besoin d'une aide militaire maintenant, et même pour hier. Nous nous attendons à ce que les prochaines semaines soient cruciales pour la défense de notre territoire. Nous demandons instamment un soutien militaire dans les prochains jours et les prochaines semaines.

[Français]

Mme Rachel Bendayan: Merci.

En tant que communauté internationale, que pouvons-nous faire afin de venir en aide aux femmes et aux victimes de violence sexuelle? Y a-t-il quelque chose que le Canada peut faire précisément pour les aider, madame l'ambassadrice?

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Il y a trois choses importantes. La première est de documenter et de traduire la Russie en justice pour tous ces crimes de guerre.

La deuxième est la mise en place de programmes de soutien pour les femmes qui ont été victimes de crimes sexuels. Le gouvernement ukrainien est en train de préparer de tels programmes. Les membres du Parlement et le gouvernement vous fourniront plus d'information et vous inviteront à vous joindre à nos efforts.

La troisième chose importante est de dénoncer sur la scène internationale le fait que les crimes sexuels font partie des crimes de guerre et sont l'un des instruments de la guerre russe. Il est également important que le monde le sache, et que le monde se tienne aux côtés de l'Ukraine contre la Russie à ce sujet.

[Français]

Mme Rachel Bendayan: Pouvez-vous nous expliquer quels sont les développements au sein des Nations unies et des autres organisations internationales?

Évidemment, on connaît la position de l'Ukraine, mais, étant vous-même une diplomate, voyez-vous une possibilité d'écarter la puissance de la Russie de ces organisations à court ou à moyen terme?

[Traduction]

Mme Yuliia Kovaliv: Nous y travaillons, avec l'appui et le leadership du Canada, qui nous aide à expulser la Russie de diverses organisations internationales.

Mme Rachel Bendayan: Je crois savoir que l'ambassadeur Rae joue un rôle de premier plan aux Nations unies à cet égard. Est-ce bien le cas?

Mme Yuliia Kovaliv: Oui.

Mme Rachel Bendayan: Je vous remercie beaucoup, Votre Excellence. Je vous remercie encore une fois de votre présence aujourd'hui devant le comité des affaires étrangères.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, madame Bendayan.

[Traduction]

Merci beaucoup, madame Bendayan. Au nom de tous mes collègues, je remercie très chaleureusement nos témoins. Madame l'ambassadrice désignée et monsieur le chargé d'affaires, je vous re-

mercie beaucoup de vos témoignages. Nous sommes impatients de travailler avec vous.

Chers collègues, sur ce, la séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>